

Cahiers du Bolchevisme

Organe théorique du Parti Communiste Français
(S. F. I. C.)

Rapport moral du Secrétariat général

présenté au

Congrès national de Paris

du 17 au 21 Janvier 1924

- ANNEXES -

Prix du Numéro : 1 franc

RÉDACTION et ADMINISTRATION : 142, Rue Montmartre, PARIS

**Prix de l'Abonnement
des Cahiers du Bolchevisme**

	France	Etranger
3 mois	10 fr.	12 fr.
6 mois	20 fr.	24 fr.
1 an	40 fr.	48 fr.

Le numéro 0 fr 75

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris (2°) ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction des Cahiers à la rédaction, même adresse.

Nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils prennent tous un abonnement. Ils nous éviteront ainsi un bouillonnage excessif et des frais considérables. L'envoi sous pli fermé sera fait à tous les camarades qui en feront la demande moyennant une augmentation (pour frais de port) de 1 fr. 25 par trimestre.

Cahiers du Bolchevisme

PREMIER NUMÉRO SPÉCIAL

20 Décembre 1924

**RAPPORT MORAL
du Secrétariat général**

Ce rapport moral part du 5^e Congrès de l'I.C. La période qui s'est écoulée du Congrès de Lyon au Congrès mondial ayant été examinée par le Conseil National de Saint-Denis en juin et sanctionnée par une résolution votée à la presque unanimité. L'important est le travail effectué depuis par la Direction du Parti.

Au 5^e Congrès de l'I.C. la délégation du P.C. français marqua son plein accord avec le Comité Central de l'Internationale en adoptant à l'unanimité les thèses et résolutions présentées en conclusion des questions portées à l'ordre du jour.

Par leurs votes unanimes les représentants du centre et de la gauche qui composaient la délégation, confirmèrent la position qu'ils avaient prise avant le 5^e Congrès par l'adoption de la résolution qui approuvait le Comité Central dans sa lutte contre l'opposition russe et contre la droite internationale, et ils indiquèrent ainsi nettement leur volonté de travailler dans la ligne fixée par le 5^e Congrès.

En accord avec l'Exécutif, la délégation examina alors quelle devait être la composition de la nouvelle direction du P.C. français et quelles étaient les tâches particulières qu'elle aurait à réaliser. Il fut décidé que les éléments du centre qui démontraient leur volonté d'œuvrer dans la ligne de l'Internationale formeraient avec la gauche un bloc politique qui aurait charge d'appliquer les décisions du 5^e Congrès. Dans ce but, la création d'un secrétariat et d'un bureau politique nouveaux et un plan complet de réorganisation du Parti furent examinés pour être présentés pour exécution devant le Comité Directeur de notre Parti.

Dès le retour de la délégation, le C.D. accepta sans réserves les propositions de l'Internationale concernant la nouvelle direction du Parti et il adopta à l'unanimité une thèse sur les travaux et décisions du 5^e Congrès (*Bulletin Communiste* du 22 août — voir annexes) marquait ainsi son accord complet avec l'I.C.

Le nouveau plan de travail du Bureau Politique

Le nouveau B.P. parfaitement homogène, dressa immédiatement le plan de travail qu'il avait à réaliser avant le 1^{er} janvier 1925 en divisant ses tâches en trois catégories : 1° campagnes politiques ; 2° orga-

nisation intérieure du Parti ; 3^e organisation de son action au sein des masses.

Les premiers mots d'ordre qui furent lancés : 100.000 membres au Parti, 400.000 lecteurs à l'*Humanité* et un million pour la caisse du Parti (B. C. du 3 octobre 1924) firent l'objet d'une campagne de presse en faveur du versement d'une journée de travail et d'un emprunt. Il y eut un appel du C. D. (*Humanité* du 9 août) suivi de plusieurs appels du secrétariat. Pour le recrutement, une Semaine spéciale fut organisée du 15 au 21 septembre (*Humanité* des 14 et 16 septembre).

Les résultats à ce jour sont les suivants :

19.116 nouveaux adhérents depuis juin, ce qui porte notre effectif à 76.076.

1.168.246 fr. 05 au titre des souscriptions.

788.416 francs au titre emprunt.

Le nombre des lecteurs de l'*Humanité* a augmenté de plus de 11.000 sur l'année dernière.

L'effort a été important dans les fédérations suivantes :

	Sommes versées Fr.	Par adhérent Fr.
Région parisienne	75.990 15	11 80
Ardèche	2.700 "	11 "
Deux-Sèvres	1.327 "	10 60
Ain	2.776 "	9 90
Marne	5.368 05	9 33
Oran	769 "	9 60
Il a été faible dans celles-ci :		
Seine-Inférieure	7.321 30	7 32
Algérie	1.873 90	7 50
Aude	1.517 65	6 75
Somme	2.577 25	6 44
Rhône	6.938 05	4 78
Cher	3.355 50	4 80

insuffisant dans toutes les autres fédérations, qui n'atteignent pas 2 francs par membre, et nul dans les Hautes-Alpes, les Côtes-du-Nord, l'Orne et la Moselle, qui n'ont rien versé du tout.

En même temps, d'importantes transformations étaient faites dans l'appareil du Parti :

1^o Un bureau d'organisation était créé pour décharger le B. P. du travail administratif et d'organisation ;

2^o Des commissions spéciales étaient constituées pour l'étude et l'application des décisions du B. P. : Commission des Cellules, syndicale, paysanne, féminine, coopérative, coloniale ;

3^o Le groupe parlementaire était définitivement incorporé dans le Parti et un membre du B. P. était placé à sa tête pour assurer la liaison et poursuivre l'examen du travail parlementaire en accord avec le groupe. Le groupe parlementaire a fait un bon travail au Parlement et dans la propagande à travers le pays. Cela fera l'objet d'un rapport spécial devant notre Congrès national.

Transformation de l' « Humanité » de Paris

Parallèlement, la réorganisation de l'*Humanité* fut poursuivie.

Le personnel fut sensiblement réduit et les traitements subirent une diminution.

Ces mesures provoquèrent d'assez violentes protestations de quelques licenciés qui, par leurs manifestations, nous démontrèrent qu'ils n'avaient rien de communiste et que nous avions frappé juste en les chassant du journal du Parti.

Les services furent transformés, ainsi que la direction politique du journal et nous pouvons dire maintenant, malgré quelques imperfections qui subsistent et qui sont dues aux insuffisances journalistiques de quelques-uns de nos camarades, que l'*Humanité* est vraiment le journal du Parti.

Depuis octobre, la présentation du journal démontre aux travailleurs qu'il est le seul organe de leur classe ; une large place est laissée à la vie des usines et à la vie du Parti et les campagnes politiques et économiques qui y sont poursuivies démontrent l'activité et la volonté déployées par notre Parti pour la défense des intérêts du prolétariat.

L'I. C. a félicité le C. D. pour cette tâche particulière de réorganisation de la presse. (*Humanité* du 15 octobre. Voir annexe 2.)

Au sujet de l' « Humanité du Midi » et d'un quotidien du Nord

Le B. P. a examiné la question de la suppression de l'*Humanité du Midi*. Bien que ce soit toujours une faute politique de supprimer un organe du Parti, la suppression avait été envisagée en raison de nos difficultés financières, aggravées par le déficit de cet organe qui n'a pas de perspectives de développement dans cette région, à moins de faire un nouveau lancement que nos ressources actuelles ne permettent pas.

Le B. P. a décidé la création d'un journal quotidien dans le Nord, qui pourra vivre et se développer plus facilement que celui du Midi, et la question de la suppression de l'*Humanité du Midi* fera à ce moment l'objet d'un nouvel examen.

Un rapport spécial sur la presse sera établi pour la discussion du Congrès.

Création des « Cahiers du Bolchevisme »

Le *Bulletin Communiste* a été transformé en *Cahiers du Bolchevisme*, non pas pour donner une nouvelle présentation de textes dans un nouveau format, mais pour donner aux communistes une nouvelle substance s'inspirant des pensées et des actes de Lénine qui soit susceptible d'activer la bolchevisation idéologique de notre Parti.

Réorganisation du Parti sur la base des Cellules

La réorganisation du Parti sur la base des cellules fût immédiatement entreprise et activement poursuivie ; des instructions précises furent envoyées à toutes les fédérations pour que, conformément aux décisions du 5^e Congrès, la réorganisation soit terminée au 1^{er} janvier 1925. (*Humanité* du 29 juillet et 4 août. Circulaire 43 reproduite dans le B. C. du 26 septembre.)

Pour faciliter cette réorganisation, trois régions industrielles furent choisies où l'effort fut plus particulièrement porté de façon à servir d'exemple aux autres fédérations : Région Parisienne, Région du Nord et Région Lyonnaise..

La fusion de la Seine et de la Seine-et-Oise, par la création de la fédération de la Région Parisienne a permis la réorganisation complète sur la base des cellules et des rayons. Au 1^{er} janvier, cette fédération fonctionnera parfaitement sur les nouvelles bases.

La fusion du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme a facilité la réorganisation du Parti dans cette importante région. Le B. P. a mandaté le camarade Cadeau pour réaliser, d'accord avec les secrétaires fédéraux, les tâches politiques et organisatoires, qui, en raison de leur complexité et de certaines difficultés régionales, se trouvaient négligées. Quelques frictions se sont produites entre le délégué du B. P. et le secrétaire de la Fédération du Nord, Guy Jerram, qui n'admettait pas la présence de Cadeau à ses côtés, bien qu'étant envoyé par le B. P. Ces difficultés furent heureusement aplanies et le travail de réorganisation de cette région se poursuit très activement et sera terminé à la date fixée par le B. P.

La fusion du Rhône, de la Loire et de la Saône-et-Loire est faite et dans cette région la réorganisation du Parti se poursuit activement et pourra être réalisée dans quelques mois. Le B. P. a mandaté le camarade Carlier pour le travail politique et organisatoire à accomplir en accord avec les secrétaires fédéraux. Quelques divergences qui existaient entre le bureau fédéral du Rhône et le B. P. furent solutionnées par deux conférences entre les membres du B. P. et ceux du Bureau Fédéral et du C. E. du Rhône. Le B. P. se prononça catégoriquement contre la tendance droite représentée par Louis Sellier, du Rhône ; il critiqua les déviations « gauchistes » du Bureau Fédéral et, en accord avec les éléments de gauche qui déclarèrent vouloir œuvrer dans la ligne de l'Internationale, il décida des tâches politiques et organisatoires à accomplir. (*Humanité*, 3 novembre.)

Le travail de réorganisation est très avancé dans les fédérations de :

Aube, Allier, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Cher, Doubs, Eure-et-Loir, Gironde, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Oise, Seine-Inférieure.

Il est en voie d'exécution dans les Fédérations de :

Aisne, Ardennes, Ariège, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Creuse, Gard, Hérault, Ile-et-Vilaine, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Orne, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Sarthe, Seine-et-Marne, Tarn, Var, Vendée, Vienne.

Par contre, il n'est pas ou à peine commencé dans les Fédérations de :

Ain, Alger, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ardèche, Aude, Aveyron, Calvados, Cantal, Constantine, Corse, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Dordogne, Drôme, Finistère, Haute-Garonne, Gers, Indre, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Manche, Martinique, Mayenne, Moselle, Morbihan, Nièvre, Orlan, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Savoie, Haute-Vienne, Savoie, Haute-Saône, Deux-Sèvres, Somme, Tarn-et-Garonne, Tunisie, Vaucluse, Vosges, Yonne.

D'autre part, le B. P. a décidé le resserrement des Fédérations sur les bases ci-après :

Fédération de la Région Troyenne : Aube, Haute-Marne, Yonne, Côte-d'Or.

Fédération de la Région Est : Sud de la Meuse, Sud de la Meurthe-et-Moselle, Vosges.

Fédération du Bassin de Briey : Ardennes, Nord de la Meuse, Nord de la Meurthe-et-Moselle.

Fédération de l'Alsace-Lorraine : Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin.

Fédération de la Région Belfortaise : Territoire de Belfort, Haute-Saône, Doubs.

Fédération de la Région Méditerranéenne : Bouches-du-Rhône, Gard, Vaucluse.

Fédération de la Région de la Garonne : Tarn, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Nord de la Haute-Garonne.

Fédération de la Région Bordelaise : Gironde, Charente, Charente-Inférieure, Lot-et-Garonne, Ouest de la Dordogne.

Fédération de la Région du Sud-Ouest : Haute-Vienne, Ouest de la Creuse, Corrèze, Nord-Ouest de la Dordogne.

Fédération de la Région du Centre : Cher, Indre, Nièvre, Allier, Est de la Creuse.

Fédération de la Région Atlantique : Loire-Inférieure, Sud du Morbihan, Ouest du Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée.

Fédération de la Région Basse-Seine : Seine-Inférieure, Sud-Ouest de la Somme, Eure.

Fédération de la Région Bretonne : Finistère, Côtes-du-Nord, Nord du Morbihan.

Fédération de la Région Tourangelle : Est du Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Sarthe.

Fédération de la Région Rennaise : Ile-et-Vilaine, Mayenne.

Fédération de la Région Normande : Manche, Calvados, Orne.

Fédération de la Région du Roussillon : Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège.

Fédération de la Région Varoise : Alpes-Maritimes, Var, Basses-Alpes.

Fédération de la Région des Alpes : Sud-Est de l'Isère, Hautes-Alpes, Savoie, Haute-Savoie.

Fédération de la Région de l'Ardèche : Ardèche, Drôme, Lozère.

Les quelques départements qui n'ont pas été rattachés à ces Fédérations le seront au moment où celles-ci seront organisées.

Travail de bolchevisation du Parti

Malgré les difficultés financières, malgré la faiblesse de l'appareil du Parti, dû au manque de militants qualifiés et à la grande faiblesse du Comité Directeur, le travail de la bolchevisation du Parti fut poursuivi en même temps que la constitution des cellules, des conférences des secrétaires de cellules, des conférences fédérales régionales et nationales eurent lieu, au cours desquelles les théories et les pratiques léninistes et bolchevistes furent largement exposées.

Les nécessités d'un renforcement de la discipline, conformément à l'appel de l'Exécutif (*Humanité* du 7 août — voir annexe 3), d'une plus grande centralisation dans l'administration et la direction du Parti, d'une discussion plus complète et plus profonde des questions politiques dans les réunions des cellules, ont été comprises par tous.

Pour activer et développer cette tâche urgente de bolchevisation de notre Parti, des écoles léninistes ont été ouvertes : écoles des jeunesses,

écoles fédérales et école centrale du Parti où 65 camarades suivent pendant deux mois les cours, pour être utilisés ensuite aux besognes d'organisation et d'agitation.

L'effort actuel est particulièrement porté sur les régions industrielles de la province ; il sera ensuite étendu à tout le pays de façon que toutes les régions industrielles ou paysannes soient politiquement et organisatoirement au même niveau que la région parisienne et que le danger d'une région très avancée, noyée au milieu de régions trop en retard disparaisse le plus rapidement possible.

Assemblée des Secrétaires fédéraux et conférence paysanne

Dans le double but de donner un compte rendu des travaux du 5^e Congrès et de fixer les tâches politiques et organisatoires à réaliser, une conférence des secrétaires des Fédérations eut lieu les 21 et 22 septembre.

Après les exposés sur le 5^e Congrès, sur la situation mondiale, sur les tâches immédiates et les questions coloniales et antimilitaristes, quelques éléments de droite, et notamment Guilloud, secrétaire de la Vendée, et Monatte, crurent devoir attaquer le B. P. sur des faits tout à fait secondaires et en remettant en discussion l'exclusion de Souvarine.

L'assemblée condamna ce retour offensif de la droite en adoptant à l'unanimité, moins trois abstentions, une résolution indiquant que les critiques d'ordre secondaire formulées par la droite revêtaient un caractère d'opposition grave aux décisions du 5^e Congrès et qu'elles marquaient une volonté de nuire et de décomposer le Parti en entravant son travail politique et de réorganisation (*Humanité*, 23 septembre — voir annexe 4).

Guilloud, qui avait apporté à la tribune les critiques les plus démagogiques et les pires ragots, et qui était l'auteur d'une brochure électorale vraiment scandaleuse, témoignant de son esprit petit-bourgeois, fut l'objet d'une demande d'exclusion qui fut adoptée à la presque unanimité de la Conférence et exécutée par la suite par le C. D.

Ces attaques de droite furent suivies par des attaques gauchistes de Rieu, qui crut devoir remettre en cause la gestion financière du B. P. actuel et qui fit ainsi le jeu de la droite.

Cela détermina la conférence à adopter une deuxième résolution présentée par la Nièvre condamnant les éléments de droite et d'extrême-gauche et leur demandant de faire confiance et de soutenir le B. P. qui applique les décisions du 5^e Congrès ou de quitter le Parti. (*Humanité*, 24 septembre — voir annexe 4).

La Conférence paysanne qui se tint à l'issue de cette assemblée des secrétaires fédéraux examina la situation et les revendications des petits paysans et ébaucha les thèses qui furent ensuite adoptées par le C. D.

Action et travail commun avec la C.G.T.U.

Les rapports avec la C. G. T. U. furent très fréquents et cordiaux. L'accord se réalisa toujours sur les différentes questions politiques et syndicales et sur l'agitation à faire pour les mots d'ordre communs.

La coalition ouverte du capitalisme, des social-démocrates et des anarcho-syndicalistes rapproche de plus en plus les deux organisations révolutionnaires du prolétariat, qui devront s'unir encore plus étroitement pour lutter contre tous leurs ennemis.

L'agitation en faveur de l'amnistie, pour les huit heures, contre le plan Dawes, contre la vie chère et le pain cher, contre le fascisme, pour la reconnaissance de l'U. R. S. S., pour l'unité syndicale nationale et internationale, etc..., a été poursuivie en complet accord.

La participation à la Conférence internationale de Cologne, contre le plan Dawes, a été commune.

Par la suite, un Comité national d'action a été créé entre la C. G. T. U., le P. C. et les Jeunesses (*Humanité* du 19 octobre — voir annexe 5) — et des instructions ont été données pour la création de comités régionaux ou départementaux sur les mêmes bases.

Un comité d'action franco-belge a été créé entre les partis communistes et les organisations syndicales révolutionnaires des deux pays, en vue d'accentuer la lutte contre le plan Dawes et de poursuivre la réalisation du front unique et de l'unité syndicale.

Des manifestations communes ont eu lieu pour l'amnistie, contre le plan Dawes, et notamment pour la grande démonstration de Luna-Park à l'occasion du 7^e anniversaire de la Révolution russe, le 9 novembre ; elle fut suivie de 25 meetings dans les plus grandes villes, le 11 novembre.

Conférence de Cologne et lutte contre le plan Dawes

Dès la réunion du comité des experts, une active propagande fut faite contre le plan Dawes. Celle-ci fut encore accentuée par l'appel lancé par l'Exécutif (*Humanité* du 5 août). Par notre presse, par des meetings et réunions d'usines, par une forte intervention à la tribune du Parlement, lors de la session extraordinaire d'août, par des tracts et brochures diffusés dans les usines, nous avons fait connaître aux travailleurs ce qu'était le plan Dawes et quelles allaient être ses conséquences.

Nous avons participé avec la C. G. T. U. à la conférence de Cologne, le 9 octobre, et signé l'appel aux travailleurs de tous les pays, qui fixe l'agitation à poursuivre sur le plan international. (*Humanité* 12 octobre — voir annexe 6.)

Cette conférence lança également un appel aux peuples opprimés, un appel aux travailleurs des régions occupées, et une résolution contre la terreur blanche. (B. C. du 31 octobre.)

Agitation autour des différents mots d'ordre

L'agitation en faveur de l'amnistie fut poursuivie par la presse, par meetings et par plusieurs interventions parlementaires.

Une agitation spéciale fut faite pour les emprisonnés de Mayence (édition de la brochure « Le Procès de Mayence », par A. Marty), pour la réintégration des fonctionnaires révoqués en 1920, pour la libération des condamnés des conseils de guerre, et pour les rabioteurs.

Notre Parti participa aux meetings organisés par le « Secours Rouge », contre la terreur blanche et le fascisme, contre l'emprisonnement des révolutionnaires espagnols.

Contre le fascisme

Une campagne de presse et de meetings contre le fascisme en Italie, en Pologne, en Allemagne et en France a été faite et se continue avec vigueur.

Au moment de l'assassinat de Matteotti, une vive agitation fut créée dans toute la France ; des propositions de front unique furent faites aux S. F. I. O. pour une action commune ; ceux-ci refusèrent, préférant manifester avec la bourgeoisie. Quand les assassinats se multiplièrent à la suite du meurtre du fasciste Casalini, un comité ouvrier antifasciste, composé d'éléments du P. C., de la J. C. et de la C. G. T. U. fut créé pour la constitution de centuries ouvrières. (*Humanité* du 14 septembre.)

En France, la clique réactionnaire, rangée derrière Millerand, ayant lancé un appel au fascisme, sans que le Gouvernement du Bloc des Gauches et les social-démocrates qui le soutiennent ne prennent aucune mesure pour l'empêcher de s'organiser, le B. P. a dressé un programme de lutte contre la réaction fasciste, en invitant nettement le Bloc des Gauches et les S. F. I. O. à se prononcer et à dire s'ils sont avec Millerand ou avec le prolétariat. (*Humanité*, 12 novembre. Voir annexe 7.)

Contre le pain cher et la vie chère

L'agitation contre le pain cher et la vie chère fut activement poursuivie par la presse, par meetings et par interventions parlementaires.

Un programme général de lutte fut dressé par le B. P., qui, tout en dénonçant la démagogie stupide du Bloc des Gauches et des S.F.I.O., proposait un certain nombre de mesures énergiques, susceptibles de faire baisser le coût de la vie. (*Humanité*, 27 septembre. Voir annexe 8.)

Ce programme a été déposé comme projet de loi.

Pour le relèvement des salaires

Tout en soutenant l'ensemble des corporations qui luttent pour le relèvement des salaires, une campagne spéciale fut faite pour les 1.800 francs des fonctionnaires et cheminots, et l'agitation poursuivie par la Fédération des fonctionnaires a été fortement soutenue.

Une campagne spéciale pour le relèvement des salaires est engagée sous le titre *Ceux qui n'ont pas 20 francs* ; après une enquête sérieuse et approfondie, la situation des ouvriers est traitée corporation par corporation, en même temps que se poursuit l'agitation contre la vie chère.

Pour l'unité syndicale nationale et internationale

La propagande en faveur de la reconstitution de l'unité syndicale nationale et internationale fut poursuivie en accord avec la C.G.T.U.

Les décisions du III^e Congrès de l'I. S. R. (*Humanité*, 2 septembre. Voir annexe 9) sont strictement observées, et nous donnons la plus large place à cette importante question dans notre presse.

Partout où nous en avons eu l'occasion, devant le Parlement comme devant les travailleurs, nous démontrons la nécessité de réaliser l'unité du prolétariat pour le triomphe des luttes immédiates comme pour le triomphe de la révolution.

Un récent appel des exécutifs de l'I. C. et de l'I. S. R. aux ouvriers et ouvrières de tous les pays indique une fois de plus l'urgence de la réalisation de l'unité nationale et internationale, pour la lutte contre le plan Dawes (*Humanité*, 10 octobre. Voir annexe 10.)

Cette question fait l'objet d'un rapport spécial devant notre Congrès national.

Contre la scission syndicale provoquée par les anarchistes

Toutes les manœuvres de scission qui ont précédé la sortie de la minorité anarcho-syndicaliste de la C. G. T. U. ont été systématiquement dénoncées par nous.

Nous avons soutenu la C. G. T. U. par tous nos moyens et la scission perpétrée par les anarchistes a pu être limitée aux seuls syndicats du bâtiment de la région parisienne, directement placés sous leur influence.

Reconnaissance de la Russie des Soviets (U.R.S.S.)

Ce mot d'ordre passa au premier plan, et la campagne poursuivie eut un tel retentissement dans les masses travailleuses qu'elle obligea le Bloc des Gauches à réaliser enfin la promesse de reconnaissance immédiate qu'il avait faite pendant la période électorale.

Au moment de la reconnaissance *de jure*, le Parti souligna le caractère véritable de la reprise des relations et adressa au peuple russe un télégramme saluant cette nouvelle victoire du prolétariat sur le capitalisme. (*Humanité*, 29 octobre. Voir annexe 11.)

L'agitation se poursuit pour que cette reconnaissance, qui a été faite du bout des lèvres, et qui cache les pires appétits et les desseins les plus louches des capitalistes, ne se retourne pas contre l'U. R. S. S., et qu'elle s'établisse complètement sans aucune condition.

Contre les reniements du Bloc des Gauches et les trahisons des S.F.I.O.

Nous avons dénoncé avec force les multiples reniements du Bloc des Gauches ; ces reniements ont constitué autant de trahisons de la part des S. F. I. O.

1^o Pour le sabotage de l'amnistie et la non-réintégration des révoqués ;
2^o Pour le maintien de l'occupation de la Ruhr et le vote des crédits par les S. F. I. O. ;

3^o Pour l'acceptation du plan Dawes et des accords de Londres qui appauvrissent et asservissent le prolétariat mondial, votés par les S. F. I. O. ;

4^o Pour le bluff de l'« ère nouvelle de paix » et la comédie de Genève à la 5^e Assemblée de la S. D. N., à laquelle participaient les S. F. I. O., au moment où la guerre se continuait au Maroc, en Syrie et en Chine ;

5^o Pour le retard apporté à reconnaître la Russie des Soviets. Pour la politique agressive poursuivie par le Bloc des Gauches, qui soutient les contre-révolutionnaires géorgiens, qui donne des millions à la Petite Entente et notamment à la Pologne, pour créer une base sous-marine, au moment même où il reconnaît *de jure* l'U. R. S. S. ;

6^o Pour la présentation d'un budget qui comprend, tout comme celui du Bloc National, le double décime, l'impôt sur les salaires, une augmentation de 600 millions aux budgets de la Guerre et de la Marine et les fonds secrets pour les provocateurs et les mouchards de la police

politique. Nous avons largement signalé la canaillerie des S. F. I. O., qui ont voté les fonds secrets en argumentant misérablement que c'était pour ne pas faire le jeu de la droite ;

7° Pour la mauvaise volonté évidente du Bloc des Gauches à combattre la vie chère en employant les moyens qu'il avait promis au cours de la période électorale, et que les S. F. I. O. continuent à prôner démagogiquement par la bouche de Renaudel, qui affirme que le Bloc des Gauches prendra l'argent où il est, alors qu'il continue à le prendre dans la poche des travailleurs ;

8° Pour la politique de soutien du fascisme, organisé par la bande à Millerand, que le Bloc des Gauches se borne à ironiser et à critiquer, mais ne cherche pas à détruire. Pour sa complaisance coupable à l'égard de toutes les ligues fascistes : ligues des Camelots du roi de Daudet ; ligne nationale du trio Millerand, Maginot, François Poncet, serviteurs du Comité des Forges ; ligues civiques du général Malleterre ; ligues catholiques du général de Castelnau ; ligues des anciens combattants chefs de section, de Binet-Valmer.

Le Parti, dans un appel aux ouvriers, paysans et soldats (*Humanité* du 19 août. Voir annexe 12) a démontré sa volonté de combattre le Bloc National de Gauche de la même façon qu'il avait combattu celui de droite, et il a invité tous les travailleurs à se grouper derrière lui, pour hâter la décomposition, et vaincre le bloc Herriot, aile gauche de la bourgeoisie et du fascisme, au sein duquel se trouve définitivement incorporé le Parti S. F. I. O.

Dans toutes les occasions : par la presse, les meetings, au cours des élections partielles, notre propagande s'est exercée en faveur du « Bloc Ouvrier et Paysan », et la signification de ce mot d'ordre a été longuement expliquée dans les organes du Parti. Une thèse sur le programme municipal du « Bloc Ouvrier et Paysan » a été élaborée par le C.D. pour servir aux prochaines élections municipales d'avril 1925. (B. C. du 7 novembre 1924.)

Contre l'insurrection menchevick en Géorgie

Au moment où les blancs et les menchevicks géorgiens, de complicité avec les gros financiers et les rois du pétrole, déclanchèrent leur insurrection en Géorgie, grâce au soutien qui leur fut donné par le Bloc des Gauches, par les S. F. I. O. et leur II^e Internationale, nous dénonçâmes cette criminelle aventure, en publiant de larges extraits du procès Savinkov et des documents émanant des contre-révolutionnaires géorgiens eux-mêmes.

Notre campagne a démontré le rôle actif joué par nos gouvernants et particulièrement par les social-démocrates du type Renaudel, dans l'organisation et le soutien de ce soulèvement.

Nous avons invité les chefs S. F. I. O. à venir expliquer leur attitude contre-révolutionnaire devant les travailleurs parisiens, dans un grand meeting public où la liberté de la parole leur était garantie. Ils se gardèrent bien de répondre à cette invitation, et c'est devant 6.000 travailleurs que nous réfutâmes les affirmations mensongères produites par eux, tout en apportant la preuve de la besogne contre-révolutionnaire qu'ils accomplirent aux côtés des menchevicks géorgiens.

Soutien des grèves

Quatre grèves importantes : des mineurs belges du Borinage, des dockers de Bizerte, du Textile de la région de Rouen et des sardiniers de Douarnenez, ont reçu l'appui du Parti par tous les moyens dont il dispose.

Dans la grève des mineurs belges du Borinage, notre Parti, aux côtés de la C. G. T. U. et de la Fédération Unitaire des Mineurs, intervint auprès des organisations syndicales belges en grève, et il donna son plus complet concours moral et financier pour soutenir cette grève, qui fut sabotée et brisée par les chefs social-démocrates belges.

Dans la grève sanglante des dockers de Bizerte, où les communistes furent à leur poste de combat et donnèrent l'exemple, notre Parti, malgré les grandes difficultés dues à l'éloignement ne cessa pas d'apporter son plus grand appui à ce mouvement, qui prit un caractère de révolte contre les brimades, les provocations et les emprisonnements des membres du comité de grève.

Quand le gouverneur Saint donna carte blanche au directeur de la Sûreté Campana, pour mater le mouvement — ce qui permit, le 11 septembre, à cet ignoble individu de faire mitrailler les manifestants qui venaient protester contre l'emprisonnement de leurs militants — le P. C. et la C. G. T. U. élevèrent leurs protestations et saisirent tout le prolétariat de cet assassinat policier, en dénonçant la complicité du Gouvernement du Bloc des Gauches et des S. F. I. O., qui couvraient Saint et son acolyte, le bourreau Campana.

Pour la grève de Douarnenez, notre Parti y délégua ses propagandistes et apporta tout son appui moral et financier pour assurer le succès de ce mouvement.

Dans les multiples grèves de moindre importance, notamment celle des inscrits et du textile, notre Parti ne marchandait jamais son concours pour en assurer le succès. Malgré cela, il reste encore beaucoup à faire pour assurer aux ouvriers l'appui complet du Parti dans tous les mouvements contre le patronat.

Manifestations sur les mots d'ordre du Parti

Un certain nombre de manifestations de rue et des grands meetings eurent lieu pour diffuser les mots d'ordre du Parti, pour s'opposer aux provocations de la bourgeoisie, et pour dénoncer les reniements du Bloc des Gauches et les trahisons des S. F. I. O.

Fin juillet et commencement août eut lieu la Semaine internationale contre la guerre et la social-trahison, avec meetings et démonstrations en province et à Paris.

Cette semaine se termina par une manifestation de rue à Paris à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Jaurès et du carnage impérialiste ; elle rassembla 15.000 manifestants, qui clamèrent leur volonté d'opposer à la guerre impérialiste la guerre civile. (*Humanité*, 29 juillet.)

Commencement septembre, notre Parti soutint la 10^e Semaine Internationale des Jeunesses, qui se termina par une manifestation de rue à Saint-Denis.

Le 28 septembre, à l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de

la I^{re} Internationale, eut lieu une grande manifestation de rue à Courbevoie, pour soutenir tous les mots d'ordre du Parti et particulièrement la lutte contre le plan Dawes et la vie chère. 25 à 30.000 travailleurs défilèrent derrière les drapeaux du Parti et applaudirent les déclarations des orateurs qui parlèrent sur les trois tribunes dressées sur la place de la Défense, au centre de Courbevoie.

Le 9 novembre, à l'occasion du 7^e anniversaire de la Révolution russe, une grande démonstration, organisée par le Comité d'Action (P. C., J. C., C. G. T. U.) eut lieu dans l'immense salle de Luna-Park, à Paris. 20 à 25.000 travailleurs répondirent à l'appel du Comité d'Action, et tout en saluant la Révolution russe, l'U. R. S. S., qui venait d'être reconnue par le gouvernement Herriot, clamèrent leur volonté de soutenir tous les mots d'ordre du Parti, des Jeunesses et de la C. G. T. U. En province, 25 meetings eurent lieu dans les plus grandes villes et obtinrent dans l'ensemble un bon succès.

A cette occasion, le comité exécutif de l'I. C. publia une thèse pour l'agitation et la propagande (*Bulletin Communiste* du 7 novembre) et un appel aux travailleurs de tous les pays (*Humanité*, 9 novembre).

Le 23 novembre, à l'occasion du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, organisé par le Gouvernement du Bloc des Gauches, le Comité d'Action (P. C., J. C., C. G. T. U.) décida d'organiser une manifestation distincte de la manifestation officielle. Tous les mots d'ordre du Comité d'Action y furent soutenus et son caractère puissant donna à la mascarade politique préparée par le Bloc des Gauches, sous la direction des traitres S. F. I. O., sa véritable signification révolutionnaire.

Sérieusement préparée par des meetings à la sortie des usines, elle rassembla environ 200.000 travailleurs derrière le Comité d'Action, et fut une des plus puissantes qu'on ait jamais vues.

Cette masse formidable cria son mépris, sa colère, sa haine aux bourgeois de droite et de gauche et fustigea les social-traitres, qui venaient de voter les fonds secrets et osaient encore se réclamer de Jaurès. Le mot d'ordre *Jaurès appartient au Proletariat* fut repris par tous les travailleurs, qui comprirent et protestèrent contre l'accaparement de la dépouille de Jaurès par les bourgeois radicaux qui, en 1914, le menacèrent du poteau d'exécution, pour s'en servir en 1924 pour les besoins de leur politique de collaboration avec les social-traitres.

Un numéro spécial de l'*Humanité*, tiré à 100.000 exemplaires, qui contenait une déclaration du B. P. : *Jaurès sous le drapeau rouge de la Révolution prolétarienne* (*Humanité* du 23 novembre. Voir annexe 13) fut distribué gratuitement au cours de la manifestation.

Activité politique internationale

Notre Parti intervint politiquement et d'une façon tout amicale auprès des partis frères, quand les événements le nécessitaient.

Auprès du P. C. Italien

Au moment où la situation politique en Italie devenait sérieuse, par suite de l'assassinat de Matteotti et de la décomposition du fascisme, notre Parti frère publia une thèse qui nous parut inexacte et dangereuse ; nous envoyâmes immédiatement un camarade mandaté par le B. P. pour étudier la situation et discuter avec les militants responsa-

bles. A son retour, et après examen sérieux de la situation en Italie, le B. P. publia une thèse (B. C. du 17 octobre. Voir annexe 13 bis), qui fixait la position de notre Parti à l'égard de la situation en Italie et de la position prise par le P. C. italien. Les événements qui se déroulèrent en Italie modifièrent la position du Comité Central du P. C. italien et justifiaient notre thèse. Le P. C. italien nous informa qu'un contact plus étroit serait établi entre nos deux partis.

Auprès du P. C. Espagnol

Quand les Riffains, sous la conduite d'Abd-el-Krim, menacèrent de jeter les Espagnols à la mer, rendant ainsi la situation politique de Primo de Rivera très chancelante, notre B. P. mandata un camarade pour se rendre auprès du P. C. espagnol, afin de l'aider à engager l'agitation contre la guerre marocaine et contre le dictateur, et de nous renseigner sur la situation en Espagne.

Au retour de ce camarade, la situation politique en Espagne fut reconnue comme étant très sérieuse, et les faiblesses et les fautes du P. C. espagnol furent critiquées pour être, si possible, redressées en accord avec notre Parti frère.

Les Jeunesses et notre Parti apportèrent par la suite, dans la mesure de leurs moyens, leur aide au Parti espagnol.

Une importante manifestation franco-espagnole fut organisée à Bayonne et, dans les récents événements, notre Parti intervint de toutes ses forces contre les persécutions et les exécutions des militants. Avec le concours du « Secours Rouge », une série de meetings fut organisée à Paris et en province, pour protester contre la terreur blanche de la dictature agonisante, et pour dénoncer l'attitude du gouvernement Herriot, qui emprisonnait les révolutionnaires arrêtés en France et les livrait à la police espagnole.

Auprès du Parti Tchéco-Slovaque

Notre Parti a suivi avec la plus grande attention les discussions qui eurent lieu au sein du Parti tchéco-slovaque, au lendemain du 5^e Congrès.

Au Congrès national du P. C. tchèque, en octobre, notre camarade Treint, représentant l'Exécutif de l'I. C., parla également au nom de notre Parti ; il défendit la ligne de l'Internationale, et œuvra pour la bolchevisation de ce Parti, qui est un des plus importants de l'Internationale.

Auprès du P. C. Suédois

Au moment où le social-démocrate Höglund fit la scission dans le P. C. suédois, notre Parti intervint, en blâmant l'attitude de Höglund, et nos cellules votèrent des résolutions pour soutenir la fraction restée fidèle à l'I. C.

Notre Parti désigna par la suite deux camarades, pour assister au Congrès du P. C. suédois reconstitué, afin d'y défendre les mots d'ordre et la ligne politique déterminée par le 5^e Congrès mondial.

Auprès du P. C. Anglais

Notre Parti soutint fortement le P. C. anglais, dans la période électorale. Pour lui éviter des déviations qui auraient été fâcheuses pour

son développement, notre B. P. élaborait une thèse sur la situation anglaise, qui fixait la position du P. C. français sur les tâches du P. C. anglais et l'attitude qu'il devait adopter pendant la lutte électorale à l'égard des partis en présence (*Humanité*, 15 octobre. Voir annexe 14). Notre Parti lança également un appel aux travailleurs anglais groupés dans les Trade-Unions, dans lequel les illusions travaillistes et les multiples trahisons du gouvernement Mac-Donald étaient dénoncées, et où en conclusion, les tâches et l'attitude des ouvriers anglais étaient fixées (*Humanité*, 21 octobre. Voir annexe 15).

Une brochure des « Cahiers du militant » fut éditée sur la « Question Anglaise », pour être diffusée et permettre aux travailleurs communistes de se faire une opinion.

Le B. P. désigna deux camarades pour aider le P. C. anglais pendant sa campagne électorale et pour y soutenir notre thèse et la ligne de l'I. C.

Auprès du P. C. Belge

En accord avec l'I. C., notre B. P. examina avec le P. C. belge des possibilités de développement, au moyen d'un accord politique réalisé avec l'organisation syndicale des « Chevaliers du Travail » et avec la fraction gauche du P. O. B. — groupe Demblon — dont certains éléments, et Demblon lui-même, étaient menacés d'exclusion.

Plusieurs réunions eurent lieu entre les représentants de notre B. P., ceux du P. C. belge et des Chevaliers du Travail, qui aboutirent à la formation d'un Comité entre les deux organisations pour la reconstitution et le développement du Parti Communiste belge et pour l'incorporation éventuelle du groupe Demblon.

Enfin, comme il est déjà indiqué plus haut, notre Parti et la C. G. T. U. secondèrent le P. C. belge et les « Chevaliers du Travail » pendant les grèves du Borinage et se rencontrèrent dans les conférences internationales où se discutait l'agitation commune à faire contre le plan Dawes.

Auprès du P. C. Allemand

En dehors des deux conférences internationales qui se tinrent à Cologne, en juin et octobre, pour l'organisation commune de l'agitation contre le plan Dawes, et qui sont signalées plus haut, notre Parti fut en rapport constant avec le P. C. allemand.

A plusieurs reprises, des camarades mandatés par notre B. P. se rendirent auprès de la Centrale Allemande, soit pour examiner la situation politique intéressant plus particulièrement nos deux pays, soit pour l'agitation contre le plan Dawes et en faveur de l'Unité Syndicale. Réciproquement, le P. C. allemand se fit représenter par un délégué auprès de notre B. P.

Au moment où les gouvernants social-démocrates d'Allemagne accentuèrent leur répression contre les communistes en emprisonnant les militants ouvriers et les dirigeants du Parti, notre B. P. envoya une adresse de solidarité (*Humanité* du 25 octobre. Voir annexe 16) qui fut par la suite adoptée par un grand nombre de nos cellules d'entreprises et transmise aux cellules correspondantes d'Allemagne.

Un appel de l'Exécutif (*Humanité* du 2 novembre) et une nouvelle protestation du B. P. contre les persécutions des communistes (*Humanité* du 5 novembre. Voir annexe 17) furent publiés pour accentuer le mou-

vement de solidarité des ouvriers français envers les ouvriers allemands, et pour dénoncer la terreur blanche instaurée par les social-démocrates fascistes allemands.

Notre B. P. décida d'envoyer dix camarades, pris à l'usine et au Parlement, pour soutenir la campagne électorale aux côtés des communistes allemands.

C'est dire que les rapports entre les deux partis frères n'ont pas été seulement cordiaux, mais très actifs dans la lutte contre l'impérialisme.

Agitation pour la libération des peuples coloniaux

Notre Parti a entrepris un sérieux travail sur la question coloniale et poursuivi une vive agitation pour la libération des peuples coloniaux.

Trois meetings des peuples coloniaux eurent lieu à Paris, pour dénoncer l'impérialisme espagnol au Maroc, et pour éclairer les travailleurs sur les événements de la Guadeloupe.

Au moment où Abd-el-Krim battait les troupes de Primo de Rivera, le B. P. lui envoya une dépêche le félicitant pour sa lutte pour l'indépendance du Maroc, et lui demandant de la poursuivre en liaison avec le prolétariat contre tous les impérialismes. (*Humanité*, 11 septembre. Voir annexe 18).

Quand le gouvernement conservateur Baldwin lança son ultimatum à ses peuples coloniaux égyptiens et soudanais, le B. P. adressa un télégramme au Conseil national égyptien et le Comité Central d'Action proposa un Comité international pour la défense de l'Egypte opprimée. (*Humanité*, 27 novembre. Voir annexe 18.)

Un Congrès des peuples coloniaux s'est tenu à Paris, le 7 décembre et adopta d'importantes résolutions. (*Humanité*, 9 décembre.)

Une école coloniale va s'ouvrir sous peu à Paris.

Il reste encore du travail à accomplir pour réaliser toutes les tâches fixées par le 5^e Congrès, et, à ce propos, un rapport beaucoup plus détaillé sera établi par la Commission coloniale.

Contre l'intervention en Chine

Par sa presse, par ses cellules et dans les nombreux meetings, notre Parti a saisi la classe ouvrière du caractère de l'intervention des impérialismes français, anglais et américains en Chine.

Une brochure, *Les Cahiers du Militant*, sur « Les Impérialistes en Chine », fut éditée pour éclairer les travailleurs sur l'imbroglio chinois.

En conformité avec un appel de l'I. C. (*Humanité*, 9 septembre), notre Parti a soutenu le chef du Parti national révolutionnaire Sun-Yat-Sen, contre les autres généraux aventuriers agents des impérialistes français, anglais, américains et japonais.

Nous avons dénoncé le gouvernement Herriot pour sa participation dans l'intervention impérialiste en Chine, par l'envoi de navires de guerre dans les ports chinois.

Pour les élections municipales de 1925

Notre Parti a déjà amorcé dans sa presse la campagne municipale de 1925.

Des thèses sur le programme municipal (B. C., 7 novembre) et sur

l'application du mot d'ordre du « Bloc Ouvrier et Paysan » à l'action municipale seront transmises sous peu aux fédérations, elles fixeront l'attitude du P. C. à cette occasion.

Notre politique et notre travail chez les paysans

Un gros effort a été fait par notre Parti pour le développement de son influence dans les milieux paysans.

Par notre presse, par brochures, par interventions à la tribune du Parlement, nous nous sommes adressés aux petits paysans en prenant la défense de leurs revendications et en leur démontrant que nous étions le seul Parti capable de déposséder les gros propriétaires terriens et de remettre la terre aux travailleurs capables de l'exploiter, et aux paysans pauvres.

En dehors d'une conférence paysanne qui eut lieu à l'issue de l'assemblée des secrétaires fédéraux, des conférences restreintes se tinrent et des conférences régionales vont se tenir courant décembre, pour examiner l'organisation du travail et de la propagande chez les paysans. Une thèse fixant le plan de travail de notre Parti a été adoptée. (B. C. du 7 novembre.)

Cette importante question fera l'objet d'un rapport particulier et une conférence spéciale aura lieu à l'occasion de notre Congrès national.

La lutte contre la Droite nationale et internationale

Le B. P. a poursuivi une lutte persévérante et sévère contre les éléments social-démocrates ou confusionnistes de droite. Les leaders de cette droite en France : Monatte et Rosmer, après s'être déclarés d'accord avec les décisions du 5^e Congrès, engagèrent dès le lendemain une lutte sourde contre la direction du Parti, en colportant divers ragots, notamment en affirmant qu'il existait un testament de Lénine qui était caché aux partis communistes de l'Internationale par quelques militants du Comité Central de l'Internationale Communiste.

Ils donnaient ainsi raison à la presse bourgeoise, qui avait attaqué les communistes à l'aide de ce ragot. Il fut aussi utilisé ensuite par les éléments confusionnistes groupés autour de Monatte et Rosmer, dans les assemblées de cellules, rayons et sections, à l'Assemblée fédérale de la Seine, à l'Assemblée des Secrétaires fédéraux, etc., dans le but de discréditer les militants responsables du Comité Central de l'I. C. et de jeter le désarroi et la confusion dans les rangs de notre Parti.

Les ouvriers communistes firent eux-mêmes justice de ces ragots de concierge en blâmant leurs auteurs et en activant la réorganisation du Parti sur la base des cellules.

Ces petits moyens furent employés à défaut de pouvoir rouvrir devant le Parti la discussion sur l'exclusion de Souvarine, cette question ne fut que timidement posée devant les assemblées, on se contenta d'en parler dans les coulisses. Ce cas avait été également tranché par la masse communiste.

Il y a quelques jours, et de la même manière qu'était parue la brochure *Cours Nouveau*, de Souvarine, à la veille du 5^e Congrès, une brochure, *Lettres aux Membres du P. C.*, signée Monatte, Rosmer, Delagarde, est adressée aux membres du Parti à la veille du Congrès National.

Cette brochure, dans laquelle les membres du B. P. sont attaqués à l'aide d'arguments employés autrefois par les Fabre, Victor Méric, Pioch, Frossard, etc..., est éditée, dit-on, sous le prétexte que la presse communiste est monopolisée par la Direction du Parti.

Il est évident qu'une prose de ce genre, poissarde et anti-communiste au plus haut point, ne trouvera jamais place dans les organes de presse du Parti.

Pour l'édification des camarades qui ne connaîtraient pas le contenu de cette brochure, voici quelques-unes des insanités qu'elle contient et qui se passent de commentaires :

« Nous avons méprisé les attaques, estimant que le Parti avait mieux à faire qu'à s'entredéchirer, et **QUE LE TEMPS SUFFIRAIT A CALMER L'ARDEUR DES NEOPHYTES DU PRETENDU BOLCHEVISME FRANÇAIS QUI NOUS INSULTENT.** »

« Naturellement, ce qui leur importe, ce n'est pas un jugement éclairé du Parti, **MAIS SON APPROBATION AVEUGLE ET FANATIQUE.** »

« Il est beaucoup question d'homogénéité, d'alignement, de discipline. Du haut en bas du Parti, on établit une cascade de mots d'ordre auxquels on obéit sans comprendre et surtout **SANS MURMURER AUTRE CHOSE QUE LE SACRAMENTEL « CAPITAINE, VOUS AVEZ RAISON ! « UNE MENTALITE DE CHAMBRE SE CREE ET LES MŒURS DES SOUS-OF. S'INSTALLENT.** » Il n'est question que d'appareil à faire fonctionner, de permanents à instituer. Bientôt, la bureaucratie du Parti fera la pige à celle de l'ETAT FRANÇAIS. »

« Il faut s'incliner, non devant des idées ou des décisions prises par l'organisation, mais **DEVANT DES HOMMES.** Par ce moyen, ce ne sont pas des cadres solides que l'on prépare, ce n'est pas une cohorte de fer que l'on forme, mais un régiment de limaces ! »

« Des perroquets communistes neuvent seuls parler sans rire de l'unité monolithique du Parti Communiste Français ! »

« L'importance du Congrès prochain ne peut échapper à l'ensemble des membres du Parti. Ce qui est important, ce n'est pas que nous puissions y être frappés d'exclusion, c'est que sous l'étiquette de la bolchevisation on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles qui sont bien le plus flagrant désaveu du bolchevisme et du communisme. »

Voilà qui suffit à juger les auteurs ;

Lénine a magistralement répondu à ces attaques toutes imprégnées d'anarchisme, en écrivant :

« Cet anarchisme de grand seigneur est caractéristique du nihiliste russe, auquel l'organisation du Parti semble une monstrueuse fabrication ; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité, une servitude ; la division du travail sous la direction d'un organisme central, une transformation des hommes en « rouages ». Il est clair que ces protestations contre le « bureaucratisme » ne servent qu'à masquer chez leurs auteurs un mécontentement personnel de la composition des organismes centraux. »

Nous avons vu que les cellules n'ont pas attendu les décisions du B.P. pour demander l'exclusion des trois signataires.

Signalons tout de suite que le B.P. a convoqué une conférence des représentants des fédérations et rayons constitués et des membres du Comité Directeur pour faire prononcer l'exclusion de ces ennemis du Parti et de l'Internationale et de ceux qui se solidariseront avec eux.

Examinons quelques autres passages de la brochure qui démontrent l'état d'esprit des auteurs.

Ces maladroits et mauvais défenseurs de Trotsky écrivent : « Certes, on nous a trouvés et on nous trouvera partout chaque fois qu'on insultera Trotsky parce que son nom et son effort à côté du nom et de l'effort de Lénine, s'identifient avec la révolution russe. Nous dirons plus : nous pensons que c'est Trotsky qui, à l'heure actuelle, pense et agit vraiment dans l'esprit de Lénine, et non ceux qui les poursuivent de leurs attaques, tout en se drapant dans le manteau du léninisme. »

Nous avons reconnu l'œuvre, le grand rôle et le travail d'organisation révolutionnaire accomplis par Trotsky pendant la Révolution russe, mais nous pensons que sur certains problèmes politiques et économiques actuels il se trompe, comme cela lui est arrivé autrefois, et nous lui disons carrément, dans notre langage d'ouvriers révolutionnaires.

Nous ne suivons pas Monatte et Rosmer dans leurs appréciations sur la soi-disant position léniniste de Trotsky ; notre Parti a condamné, dans une adresse au P.C. russe, les tentatives de l'opposition russe, dirigée par Trotsky, de recommencer sous une forme idéologique la lutte contre le Comité Central qui applique la ligne léniniste. (*Humanité* du 28 novembre — voir annexe 19.)

S'il plaît aux confusionnistes de droite d'opposer le trotskysme au léninisme, qu'ils en prennent la responsabilité, mais qu'ils sachent bien que nous combattons de toutes nos forces, et dans toutes les situations, toutes tentatives de réviser le léninisme, au travers du trotskysme. Nous pensons qu'il y a mieux à faire dans une période où le fascisme et l'impérialisme menacent de plus en plus le monde du travail.

Nous disons qu'il existe un Comité Central de l'Internationale qui a la confiance du prolétariat russe ; qui a été désigné par les Partis communistes du monde entier pour diriger l'Internationale, qui guide celle-ci dans la voie du léninisme et de la bolchevisation des partis ; qui est composée de militants appartenant à la vieille garde bolchevik qui ont lutté aux côtés de Lénine, et nous déclarons faire entièrement confiance dans ce comité, où collectivement les pionniers de la révolution d'Octobre travaillent pour le développement et le triomphe du communisme dans le monde.

Rosmer et Monatte déclarent plus loin : « Que le B.P. a dirigé le Parti sans tenir compte du Comité Directeur ; celui-ci a été réuni ou non au gré du secrétariat, on a tranché de tout sans le consulter et souvent sans l'avertir ensuite. »

C'est vrai que seul le B.P. a dirigé le Parti depuis le V^e Congrès, mais nous n'avons pas caché que le C.D. était politiquement faible, très faible, et que beaucoup de membres pour des motifs divers n'assistaient pas régulièrement aux séances. Dans les quelques séances qui se tinrent, il n'y eut aucune controverse sérieuse, aucune discussion intéressante sur les problèmes organisationnels et politiques posés par le V^e Congrès et par les événements intérieurs et extérieurs. On se bornait à sanctionner automatiquement le travail du B.P. et les éléments de droite y jouaient le rôle de spectateurs désintéressés.

On comprendra qu'après plusieurs expériences et dans des conditions semblables, nous n'avons pas cru utile de continuer à perdre notre temps à pérorer dans le vide. Nous avons d'ailleurs remplacé ces réunions du C.D. par des assemblées des secrétaires des cellules où nous exposons les problèmes multiples qui retenaient notre attention.

Nos confusionnistes de droite écrivent encore : « Nous sommes bien certains que l'*Humanité* est aujourd'hui de moins en moins un journal qu'elle est devenue un mauvais *Bulletin Communiste* quotidien. »

Ces extravagantes appréciations sont apportées sans doute parce que nous avons remercié un certain nombre de rédacteurs de tendance confusionniste et de mœurs petites-bourgeoises qui considéraient l'*Humanité* comme leur chose et se moquaient comme de leur première chemise des décisions du B.P. sur la transformation du journal.

Nous pensons que le tirage actuel de l'*Humanité*, sa tenue communiste, son allure combative, la large place qu'elle donne aux revendications et à la vie des travailleurs, sont la meilleure réponse aux calomnies apportées.

Certes, il nous manque encore des *journalistes ouvriers* pour remplacer les *journalistes petits-bourgeois* que nous avons remerciés. Il manque souvent des virgules, des points sur les i, et des barres sur les t ; les phrases sont parfois mal tournées, le style et les nuances sont absents, mais la pensée, la foi et la volonté communistes s'y trouvent tout au long des lignes écrites à la hâte par des mains qui tiennent mal la plume mais qui savent traduire les angoisses, les misères, les désirs et les espoirs des travailleurs pour les avoir vécus et pour les vivre encore.

Si nous n'avons plus les poèmes de Georges Pioch et les belles phrases de Frossard, nous avons une vie des usines qui intéresse bien autrement les ouvriers.

Et puis en portant ces appréciations injustes et tendancieuses, Monatte et Rosmer auraient dû être un peu plus modestes, car nous les avons vus à l'œuvre à la direction de l'*Humanité*, et la collection est encore là pour établir la comparaison et pour apprécier la différence et la valeur de leurs capacités de journalistes.

Enfin ils parlent d'une intervention de Guy Jerram au V^e Congrès en faveur de Souvarine, en ces termes : « Jerram, dans un geste de courage, cherche à empêcher la délégation française de commettre une faute préjudiciable au Parti. »

Ils n'ont pas osé ouvrir devant le Parti la discussion sur l'exclusion de Souvarine, mais ils usent de petits moyens de ce genre pour la poser, la faire poser à notre Congrès national.

Les camarades apprécieront comme il convient ce qu'ils appellent « l'acte de courage » de Jerram qui se prononça contre l'exclusion de Souvarine pour actes répétés d'indiscipline et que Monatte et Rosmer qualifient de « faute préjudiciable au Parti ».

Mais où apparaît leur esprit mesquin et anticommuniste, c'est quand ils écrivent : « Au retour du V^e Congrès on expédie quelqu'un pour le démolir dans la fédération du Nord. »

Ce « quelqu'un » a été envoyé par le B.P. dans la région du Nord en plein accord avec l'I.C. après discussion sur la réorganisation du Parti et décision que les efforts organisationnels seraient plus particulièrement

portés dans les régions industrielles du Nord, de l'Est et du Lyonnais où les « chefs » social-démocrates possèdent encore une forte influence.

Des représentants du B.P. ont été envoyés dans ces régions avec mandat de travailler en accord avec les secrétaires fédéraux et de poursuivre le travail organisatoire et politique en conformité des décisions du V^e Congrès.

Monatte et Rosmer, par leurs insinuations, veulent sans doute spéculer sur de légers incidents qui se sont produits dans le Nord, entre le représentant du B.P. et Jerram, pour créer une opposition des mécontents et des froissés à notre Congrès National ; les camarades du Nord répondront eux-mêmes à leur petite manœuvre en signalant le travail réalisé en commun dans leur région.

Le cas Souvarine a été définitivement solutionné par le V^e Congrès ; le cas de Rosmer, Monatte et Delagarde a été tranché par la conférence des représentants des fédérations, rayons et membres du C.D. qui ont prononcé l'exclusion ; le Congrès National apportera la sanction définitive.

Cette conférence nationale a motivé ces exclusions dans une motion (*Humanité* du 7 décembre — voir annexe 20) précisant que si les éléments de droite n'avaient fait qu'exprimer un point de vue arriéré, s'ils s'étaient bornés à lutter pour le point de vue de la droite Internationale et à défendre les erreurs du trotskysme contre le léninisme, le Parti aurait accepté cette bataille politique et l'aurait menée jusqu'au triomphe complet du léninisme. Mais qu'en combattant la Direction du Parti avec des arguments mensongers et injurieux, indignes de communistes, au moment précis où le Parti était attaqué par toute la bourgeoisie, socialistes compris, et dans une pleine période d'offensive fasciste, Rosmer, Monatte et Delagarde se montraient des ennemis du prolétariat, du Parti et de l'Internationale, et n'avaient plus leur place dans les rangs du Parti communiste.

Déviations gauchistes

Quelques éléments « gauchistes » marquèrent leur opposition aux décisions de l'Internationale, en ce qui concerne l'incorporation d'éléments du centre dans le nouveau B.P. Pourtant, ces camarades étaient informés que ce Bureau Politique centre-gauche était présenté sur la demande même de l'Internationale, en raison de ce que les éléments du centre s'étaient déclarés en complet accord avec les décisions du V^e Congrès et montrés décidés à les appliquer loyalement avec les éléments de gauche.

Cependant, Rieu, à la conférence des secrétaires fédéraux en fit argument pour attaquer la Direction du Parti, et plus spécialement certains éléments du centre, risquant ainsi de briser l'homogénéité du B.P. en même temps qu'il renforçait l'opposition de la droite et contrariait le travail de réorganisation du Parti.

Depuis, Rieu, dans une déclaration, a reconnu la faute qu'il avait commise, et s'est déclaré prêt à travailler avec le B.P. pour la réorganisation et la bolchevisation du Parti. (*Cahiers du Bolchevisme* du 5 décembre.)

Le P.C. français d'accord avec le C.C. de l'Internationale Communiste

Notre Parti dans la première crise qui a précédé le V^e Congrès mondial s'était, après une longue et intéressante discussion, placé résolument derrière le Comité Central de l'Internationale, contre l'opposition dirigée par Trotsky.

Au V^e Congrès, sa délégation, à l'unanimité, se maintint dans cette position, et elle intervint pour soutenir le Comité Central dans la ligne léniniste qu'il défendait contre la droite.

Tout dernièrement, quand fut connu le discours de Trotsky devant l'assemblée des vétérinaires et la préface tendancieuse de son livre « 1917 », le B.P., après examen, adressa une dépêche au P.C. russe pour lui marquer à nouveau son accord complet avec le Comité Central et par le canal de l'*Humanité* et des *Cahiers du Bolchevisme*, il porta la discussion devant les cellules, rayons et fédérations.

Jusqu'à ce jour, toutes les assemblées, à tous les degrés, ont indiqué leur confiance dans le Comité Central de l'I.C. et condamné les tentatives de révisionnisme du léninisme, entreprises par l'opposition, sous la plume de Trotsky.

Les thèses présentées par le B.P. sur la situation internationale (*Cahiers du Bolchevisme* du 28 novembre) et sur la situation nationale (*Cahiers du Bolchevisme* du 12 décembre) fixent la ligne politique et tactique de notre Parti en face de la situation capitaliste et impérialiste qui indique que, dans le monde, la période démocratique-pacifiste est terminée et que de grandes luttes sont en perspective où le prolétariat pourra vaincre s'il est entraîné et guidé par des partis vraiment bolchevistes.

En France, le fascisme, depuis quelques mois, se développe et s'organise rapidement, avec la bienveillance du Bloc des gauches et des socialistes S.F.I.O. ; notre Parti doit gagner le fascisme de vitesse dans l'organisation des masses ouvrières.

Pour gagner la confiance de celles-ci, il faut que nous montrions que nous sommes le seul parti de lutte capable de s'opposer par tous les moyens à la violence fasciste, si elle tente de se déchaîner contre les organisations ouvrières ; que nous sommes le seul parti qui prend la défense des revendications immédiates des travailleurs, et qui méthodiquement poursuit leur libération par le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pour cela, il nous faut un parti idéologiquement et politiquement fort, qui pénètre de plus en plus les masses ouvrières et paysannes par ses cellules ; qui travaille en plein accord et en liaison intime à tous les degrés avec les organisations syndicales de la C.G.T.U. ; qui pénètre dans toutes les organisations réformistes et gagne à son influence les travailleurs encore trompés par les « chefs social-démocrates ».

Depuis le V^e Congrès, le B.P. s'est efforcé de réaliser les tâches qui lui avaient été assignées ; il n'a pas cessé de travailler en parfaite homogénéité ; ses relations avec la C.G.T.U. ont été constantes et elles ont permis une excellente agitation commune sur des mots d'ordre com-

muns. Ses rapports avec l'organisation des Jeunesses communistes ont été excellents et ont permis un travail des plus fructueux et des plus importants. Un rapport spécial sera fait au Congrès par notre camarade Doriot. Le Parti doit continuer dans cette voie et améliorer encore ses relations et ses liaisons avec les organisations révolutionnaires.

C'est ainsi qu'il pourra pénétrer plus profondément et plus sûrement dans toutes les couches du prolétariat.

Enfin, notre Congrès National de janvier doit être puissant par sa représentation ouvrière, imposant par sa méthode de travail, par le sérieux de ses discussions, et démontrer qu'il est le Congrès de bolchevisation du Parti communiste français.

L'Internationale Communiste et la classe ouvrière tout entière attendent cela de nous.

Le secrétaire général :
P. SEMARD.

ANNEXES

I

Thèse sur les travaux et décisions du V^e Congrès Mondial

adoptés par le Comité Directeur du Parti Communiste Français
dans sa Séance du 12 août 1924

Les deux premiers Congrès de l'I. C., entièrement dominés par la pensée et l'activité personnelle du camarade Lénine, avaient doté le mouvement communiste mondial de ses bases théoriques et tactiques. Il en est sorti la thèse sur la dictature du prolétariat et la démocratie, sur la question agraire, la question nationale, le rôle d'un Parti communiste pendant la révolution. Il en est sorti la formule des 21 conditions et les conditions de formation des Soviets de délégués ouvriers.

Après l'action de mars en Allemagne et les déviations opportunistes de Lévi, le 3^e Congrès donna une direction ferme à l'action des Partis communistes et lança le mot d'ordre : « Aller aux masses ».

Le 4^e Congrès fixa ce mot d'ordre contre toutes les déviations qui se manifestaient déjà à son sujet. Il donna, pour rendre plus facile l'agitation, le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan comme synonyme de la dictature du prolétariat et précisa le sens de manœuvre tactique du front unique.

Le 5^e Congrès, imprégné tout entier des idées de Lénine, analysa les événements révolutionnaires de Bulgarie et d'Allemagne. Il posa à nouveau devant les Partis le problème de la conquête de la majorité et l'application des mots d'ordre du front unique et du Gouvernement ouvrier-paysan, nettoyés de toute pourriture opportuniste, par le rétablissement de l'unité syndicale, la conquête des masses paysannes et l'utilisation par les différents partis, chacun dans leur ressort, des mouvements nationaux des peuples opprimés.

Intervenant dans les discussions intérieures du Parti russe, il sanctionna les décisions de son 13^e Congrès, terminant la discussion par l'approbation de la politique du C. C. et la condamnation totale de l'opposition. Les autres partis reçurent pour tâche leur bolchevisation, l'application dans leurs rangs d'une stricte discipline et la réorganisation immédiate sur la base des cellules d'entreprises.

La substance des travaux du V^e Congrès

En dehors des résolutions adoptées sur chacune des grandes questions par le Congrès mondial et qui devront être étudiées de la façon la plus sérieuse par chaque membre du Parti, la délégation française au 5^e Congrès tient à mettre en relief les observations suivantes :

Sur les déviations de droite

Entre les 4^e et 5^e Congrès, des déviations de droite se sont manifestées dans différents Partis de l'Internationale, notamment en Russie (opposition à la politique du C. C.), en Allemagne (Brandler, Radek), en France (Souvarine, Monatte, Rosmer), en Italie (Graziadéi, révisionnisme du marxisme), en Norvège, en Suède (Höglund), en Amérique, en Tchécoslovaquie (Smeral), Pologne (Warsky et Valetsky).

La crise économique de l'été 1923 en Russie, les défaites subies par les prolétariats bulgare et allemand, l'ère démocratico-pacifiste, amené-

rent dans l'Internationale un certain manque de confiance dans la révolution mondiale et quelques déviations qui peuvent se caractériser ainsi :

1° Mauvaise application du front unique, considéré comme un bloc des divers partis ouvriers et non comme une manœuvre destinée à détacher les masses des chefs social-démocrates ;

2° Comme conséquence, coalition avec ceux-ci dans un gouvernement ouvrier-paysan stable et se maintenant dans les cadres de la démocratie bourgeoise ;

3° Forme théorique de cette déviation (formulée par Brandler au Congrès de Leipzig) dans une révision de la théorie de Lénine sur l'Etat ;

4° Lutte exagérée menée contre la gauche et qui allait jusqu'à la menace de l'exclusion de cette tendance ;

5° Sous-estimation du rôle du Parti dans la direction des masses révolutionnaires (Allemagne) ;

6° Concessions à l'idée démocratique au moment de l'arrivée du Labour Party au pouvoir, qui se sont traduites par une attitude d'attente vis-à-vis de ce dernier.

Le 5^e Congrès a justement approuvé le C. E. d'avoir vigoureusement réagi contre ces tendances opportunistes et ces survivances social-démocrates.

Un Parti Communiste ne peut remplir ses tâches qu'à la condition de réprimer ou d'expurger, au fur et à mesure qu'elles se produisent et sans aucune considération sentimentale, les déviations de droite.

Le C. E. et le Congrès mondial ont apporté sur tous ces points une grande clarté. Mais tant que durera l'ère démocratique et l'apparence d'accalmie révolutionnaire qui en résulte, il est hors de doute que tout danger n'est pas écarté de ce côté-là et que chaque Parti, aussi bien que le nouveau Comité Exécutif, devront faire preuve de la plus grande vigilance en ce qui concerne les survivances social-démocrates, opportunistes ou petites-bourgeoises qui ont esquissé une retraite momentanée et tactique, ainsi que les déviations qui sont, naturellement, appelées à naître.

Ils ne pourront s'en préserver qu'en élargissant la base prolétarienne du Parti, en maintenant intacte sa ligne théorique et en appliquant à l'intérieur du Parti une stricte discipline bolchevique.

Sur les déviations d'extrême-gauche

Le plus souvent, en réaction contre ces erreurs de droite, des éléments dont beaucoup comptent parmi les meilleurs combattants révolutionnaires, ont été amenés à commettre des fautes opportunistes de gauche que l'Internationale a dû combattre avec force.

En Allemagne s'est fait jour un revisionnisme théorique de gauche qui, niant l'importance révolutionnaire du problème colonial et aboutissant à l'idée d'une consolidation possible du capitalisme, refuse tous les moyens de conquérir la majorité du prolétariat. A cela s'apparente la tendance de quelques chefs syndicaux qui reflètent le découragement des masses après la défaite d'Octobre et prêchent la sortie des syndicats réformistes.

Bordiga et la gauche italienne, opposés lors des trois premiers Congrès mondiaux au camarade Lénine, ont de nouveau accusé l'Exécutif d'opportunisme. Bordiga n'accepte pas le front unique sur le terrain politique, mais seulement sur le plan syndical. Il affirme que, les partis social-démocrates n'étant pas des partis ouvriers, il est vain et dangereux de songer à faire avec eux un front unique quelconque. Il s'est longtemps opposé à la fusion avec les socialistes de gauche, dits « terz-internationalistes ». Il n'admet pas les partis sympathisants. Il considère comme fautive la tactique du noyautage des organisations social-démocrates. Il a enfin une conception tout à fait sectaire et anti-léniniste de la formation,

de l'action et de la manœuvre d'un Parti communiste. L'idée d'un parti de masses lui échappe. Il prétend fixer indépendamment des événements la tactique du Parti.

La résistance passive que le camarade Bordiga a opposée pendant plusieurs mois à l'exécution des décisions de l'Internationale a incontestablement retardé la reprise du mouvement ouvrier italien.

Celui-ci se trouve dans une passe décisive. Il s'agit de savoir qui, le P. S. U. ou le P. C., cristallisera autour de lui l'opposition chaque jour grandissante contre le fascisme et deviendra ainsi le conducteur de la classe ouvrière italienne. Dans ces conditions, les théories et l'attitude passive du camarade Bordiga et de sa fraction auraient été, si elles avaient persisté, un véritable danger pour le développement du Parti communiste italien.

Les déviations de gauche, réaction profonde contre la défaite du mouvement ouvrier en 1920 et la trahison des chefs réformistes, comment heureusement à s'affaiblir en présence de la décomposition du fascisme et du désir instinctif des masses d'avoir un parti révolutionnaire unique qui dirige leur mouvement.

Il était nécessaire de lutter contre ces déviations. On ne peut prendre Marx sans sa lutte contre Proudhon, ni Lénine sans sa lutte contre les maladies infantiles.

Si l'on analyse les idées du camarade Bordiga et l'opposition de l'extrême-gauche allemande à l'unité syndicale et au front unique, on constate, en fin de compte, qu'elles sont des idées réformistes. On les trouvait exactement dans notre Parti français en 1921, chez des éléments social-démocrates, aujourd'hui sortis du Parti et passés entièrement dans le camp bourgeois.

Ainsi se vérifie l'affirmation d'après laquelle « il n'y a rien de plus à gauche que la ligne léniniste de l'Internationale » et que tout ce qui s'en écarte, malgré le verbalisme radical dont on le recouvre, se classe fatalement à droite, c'est-à-dire aux confins de l'opportunisme et de la confusion.

La tactique du front unique

Le 4^e Congrès avait défini la tactique du front unique comme une tactique révolutionnaire d'agitation et de mobilisation des masses dans la lutte pour le pouvoir, comme une manœuvre destinée à vider de leur contenu prolétarien les partis social-démocrates.

De même, il avait clairement indiqué, en définissant les tâches du Gouvernement ouvrier et paysan, que celui-ci ne pouvait pas être un gouvernement démocratique et parlementaire.

Entre le 4^e et le 5^e Congrès se manifestèrent des déviations considérables de cette ligne. Le Congrès du P. C. A. (Leipzig) et celui du P. C. tchèque (Prague) adoptèrent une résolution sur la réalisation, « dans le cadre de la démocratie bourgeoise », du Gouvernement ouvrier-paysan. La politique de Saxe (octobre) est une application de cette erreur qui consiste à faire, avec la social-démocratie, un bloc parlementaire solide, et non à entraîner les ouvriers au combat malgré elle. Cette faute fut une des causes principales de la cruelle défaite du prolétariat allemand.

Le 5^e Congrès, en prononçant contre ces erreurs une condamnation sévère, s'est efforcé de donner à nouveau une définition claire de la tactique du front unique. Il a montré qu'elle était et devait rester une manœuvre pour utiliser tous les incidents de la guerre de classe et entraîner le plus grand nombre possible d'ouvriers au combat. Et pour bien en préciser les méthodes d'application, il a adopté la formule lapidaire du camarade Zinoviev :

Front unique par en bas : toujours ;
Front unique par en haut et en bas : quelquefois ;
Front unique par en haut : jamais.

Les exemples de la Révolution russe, où les socialistes-révolutionnaires de gauche participèrent quelque temps au pouvoir, et de la Révolution hongroise, où la social-démocratie lutta avec le Parti communiste, montrent ce que doit être un Gouvernement ouvrier et paysan. Non pas la coalition des partis ouvriers et paysans, mais un gouvernement de guerre civile, qui organise les ouvriers et lutte les armes à la main contre la bourgeoisie. C'est dans ce sens que l'on a pu caractériser le Gouvernement ouvrier comme une formule populaire de la dictature du prolétariat et non comme un gouvernement de transition entre la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. L'expérience saxonne a prouvé que toute autre forme ne pourrait que servir de masque à la politique de la bourgeoisie, ou être chassée par la dictature bourgeoise.

La conquête de la majorité

La théorie marxiste de la conquête de la majorité du prolétariat comme condition de la maturité révolutionnaire d'une situation, dans n'importe quel pays, a subi également des déformations.

Ces déformations sont de deux sortes, qui présentent chacune un danger sérieux.

Les opportunistes ont posé cette question de la même façon que la II^e Internationale avant 1914. La conquête de la majorité signifie pour eux l'organisation, dans les partis et les syndicats, de 99 % de la classe ouvrière avant que de commencer la lutte révolutionnaire. Les chefs du Parti tchèque paraissent partager cette erreur.

Quelques camarades d'extrême-gauche, notamment en Italie, se soucient peu de la majorité. Ils commettent l'erreur ancienne de compter sur une majorité entraînée et ardente dont ils jugent l'action suffisante. Ils risquent de demeurer insuffisants ou d'être écrasés dans une action révolutionnaire prématurée.

L'erreur opportuniste est de beaucoup la plus dangereuse. Elle conduit à la pratique réformiste du Parlement et à l'action purement électorale. Elle amène à toujours laisser passer les moments historiques favorables et à permettre à la bourgeoisie et à son alliée, la social-démocratie, de trouver ensemble les combinaisons susceptibles de renflouer, au moins pour un temps, le pouvoir capitaliste.

Le 5^e Congrès, reprenant la théorie exposée par Lénine, notamment dans sa brochure sur les élections à la Constituante, a précisé contre ces déviations le sens révolutionnaire de la formule de la conquête de la majorité.

Il a montré qu'il ne saurait être question de conquérir absolument 99 ou 51 % du prolétariat. Il a établi que nous devons :

1^o Conquérir aux idées révolutionnaires les larges masses du prolétariat et des paysans ;

2^o En organiser les éléments socialement décisifs, c'est-à-dire, au premier rang, les éléments conscients du prolétariat industriel.

En ce qui concerne la lutte révolutionnaire, il a montré qu'il ne saurait être question pour nous de baromètre parlementaire ni de majorité absolue, mais qu'il importait, selon la formule du 3^e Congrès, « d'avoir la majorité sur les points décisifs au moment décisif ».

L'unité syndicale dans le monde

Le 5^e Congrès a posé à nouveau la question de l'unité syndicale sur le plan international. L'unité syndicale est une nécessité révolutionnaire pour laquelle ont toujours combattu les bolcheviks, dans le moment même où ils luttèrent pour la pureté idéologique de leur parti. La bourgeoisie en a senti l'importance et, lorsque la force du mouvement syndical

et l'existence dans ce mouvement d'une puissante minorité devenaient un danger pour elle, en a organisé la scission. Depuis, ses agents réformistes se sont opposés à toutes nos tentatives pour reconstruire l'unité qui serait, dans les mains du prolétariat, une arme formidable.

Depuis sa création, l'I. S. R. a lutté pour l'unité syndicale. L'existence à l'intérieur de l'Internationale d'Amsterdam d'une gauche partisane de l'unité, ainsi qu'elle s'est manifestée dans l'Internationale des Transports et de l'Alimentation, dans les syndicats anglais, sur la question de l'adhésion des syndicats russes au Congrès de Vienne, incitait le 5^e Congrès à faire une nouvelle tentative en faveur de l'unité.

Le 5^e Congrès a d'abord lutté contre la tendance des quelques chefs syndicaux allemands qui reflétaient le découragement des masses après la défaite d'Octobre et demandaient aux communistes de sortir des syndicats réformistes. La place des communistes est à l'intérieur de ces syndicats, pour les conquérir.

Le 5^e Congrès a lancé l'idée d'un Congrès de fusion des deux Internationales syndicales, convoqué pour l'unité du mouvement syndical sur la base de la lutte des classes. La lutte pour l'unité syndicale est la tâche première de l'I. S. R. pour conquérir la majorité du prolétariat à l'action révolutionnaire.

Le 5^e Congrès a précisé que l'unité signifiait la discipline dans l'action, mais le libre jeu des tendances et la liberté pour celles-ci de s'organiser au sein du mouvement unifié.

Etant donnée la situation des organisations syndicales en France, ce mot d'ordre pose pour notre Parti français un devoir particulièrement important et que nous devons, sans attendre, nous mettre à même de remplir par une propagande énergique au sein des deux C. G. T.

La conquête des paysans

Le rôle important de la paysannerie en période révolutionnaire pose, pour tous les partis, le problème de la conquête de la petite et de la moyenne paysannerie. L'expérience montre que, dans la plupart des pays, les Partis communistes n'ont pas encore appris à travailler efficacement parmi les paysans. Notre Parti français est du nombre. *Nous n'avons même pas encore su dégager les revendications et les mots d'ordre susceptibles d'intéresser et de rallier les masses paysannes autour du Parti communiste.*

La crise agraire qui naît un peu partout et qui sévit déjà avec violence dans certains pays, s'annonce comme devant se développer sur l'échelle mondiale. Le moment est donc favorable pour entreprendre une action vigoureuse et méthodique parmi les masses intéressées. Les difficultés techniques d'une pareille tâche, dues notamment à l'éparpillement des villages et à l'éloignement des voies ferrées, doivent inciter les Partis à travailler avec acharnement les questions d'organisation.

L'exemple de la Révolution russe, tout à fait conforme à la théorie de Lénine, a prouvé que l'organisation de la révolution ne peut se poursuivre sérieusement si l'union des paysans et des ouvriers n'est pas réalisée.

La question nationale

Le léninisme nous a donné la solution de cette question. Il ne suffit pas de proclamer le principe général du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut, dans tous les pays comportant des populations annexées, opprimées, de langue et de race différentes, ou des colonies, poser chaque cas concret, affirmer le droit de ces peuples à la séparation et militer

pratiquement dans ce sens. Il faut utiliser et soutenir les mouvements nationaux existant au sein de ces populations et les relier au mouvement prolétarien de la métropole.

L'Europe — et notamment les Balkans — est émaillée de ces îlots protestataires dont l'action peut être un élément capital de difficultés pour les pouvoirs capitalistes des pays oppresseurs.

L'exploitation des colonies par la bourgeoisie aboutit aux conséquences suivantes :

1° Tenir en état d'esclavage les populations coloniales ;
2° En extraire, par la contrainte, une armée permanente contre-révolutionnaire ;

3° Réaliser des surprofits qui permettent à la bourgeoisie de créer, à l'intérieur de la métropole et dans les colonies mêmes, une aristocratie ouvrière dont elle se sert pour dominer la masse et briser ses élans révolutionnaires.

La question coloniale, qui est partie intégrante de la question nationale, doit être résolue de la même manière :

La France, par exemple, « possède » en Afrique du Nord, en Afrique Orientale et Occidentale, aux Antilles et en Indo-Chine, des colonies peuplées de 59 millions d'habitants. Elle dispose là, par des moyens de contrainte divers et irrésistibles, d'une force armée qui constitue l'un des principaux remparts du capitalisme contre les grands mouvements sociaux de la métropole.

Le 5^e Congrès a justement critiqué l'inactivité du Parti communiste français dans ce domaine essentiel. Il nous a ordonné de faire le nécessaire pour mettre désormais notre organisation à l'abri de critiques aussi graves. La direction du Parti doit fixer immédiatement les moyens pratiques d'y parvenir et entraîner tout le Parti et sa presse dans cette action.

Le programme

L'immense question visant à inférer de l'histoire, de l'expérience des sociétés contemporaines, du marxisme et de la Russie révolutionnaire, un programme pour l'I. C. a fait au 5^e Congrès un grand pas en avant. Elle est très loin d'être résolue. Ses rapporteurs ont réussi à en présenter d'une façon compréhensible, dégagés des formes savantes de la logomachie philosophique, les fondements essentiels.

Le programme doit :

1° Etablir l'armature d'acier des principes léninistes ;
2° Synthétiser toutes les expériences du mouvement révolutionnaire mondial.

Le Parti français, qui a de grandes tâches à remplir par rapport aux masses paysannes et aux classes moyennes, en retient particulièrement la solution relative à la *Nep*, comme susceptible de régler pratiquement l'un des points de notre programme qui n'avait pas encore été résolu par le Parti.

La « Nouvelle Politique Economique » ne doit pas être considérée comme un épisode accidentel et pouvant rester spécial à la Russie. Il s'agit là d'une transition économique entre le régime capitaliste aboli et le régime communiste, qui sous des formes différentes, adaptées au degré de développement technique et social de chaque pays, sera obligatoire pour tous les pays au lendemain de la révolution.

Le communisme de guerre, période de réquisition générale et d'échange des produits en nature, nécessitée par l'état de guerre, doit cesser avec l'état de siège extérieur et la guerre civile. Il ne peut être remplacé, quelque fort que soit le pouvoir politique de la dictature prolétarienne, par le régime communiste intégral, lequel suppose des moyens de production industrielle et agricole supérieurs, des moyens d'échange portés au sommet de la perfection et une mentalité communiste chez l'immense

majorité des producteurs, toutes choses qui ne peuvent évidemment se réaliser qu'après une certaine période d'évolution, sous la pesée du pouvoir politique prolétarien.

La suppression d'un étalon de valeur, c'est-à-dire de la monnaie comme mesure d'échange, est une erreur non seulement grossière, mais mortelle pour l'économie du nouveau régime. Les rouages de l'Etat capitaliste doivent être détruits avec rapidité et remplacés pour répondre aux besoins du nouveau pouvoir. Les rouages de l'économie — production et échange — ne doivent être modifiés que dans la mesure où l'exploitation collective peut immédiatement se substituer à la gestion privée.

Pratiquement, dans tous les pays modernes, l'Etat prolétarien doit s'emparer de toutes les sources déjà concentrées de la fortune publique, des positions dominantes dans le domaine de la production et de l'échange, des services publics. Non seulement il ne doit pas imposer d'une façon autoritaire et artificielle la socialisation, sur de larges bases, des petites et des moyennes exploitations agricoles, mais il doit, pour neutraliser les masses rurales, socialement retardataires, donner des terres aux paysans non possédants.

La Révolution hongroise de 1919 a succombé sous les assauts de la contre-révolution extérieure pour avoir « oublié » de s'assurer, par cette précaution nécessaire, la sympathie active des paysans.

En résumé, il faut dire que, disposant de tout le pouvoir politique et occupant les sommets de la puissance économique, l'hégémonie prolétarienne, assurée ainsi de façon souveraine, devra tendre de tous ses moyens à évincer la petite production parasitaire, à concurrencer et à battre le commerce privé, à développer au fur et à mesure les organismes publics d'échange, à diriger l'instruction de la masse dans le sens communiste et à réaliser par suite, de façon normale et viable, la véritable société communiste.

La situation économique en Russie

La vigueur avec laquelle l'opposition avait dirigé son offensive contre le C. C. du Parti russe, la défaite totale essuyée par cette opposition, aussi bien de la part du Parti que de la part des événements économiques, n'auraient servi qu'à donner plus de relief aux progrès réalisés dans tous les ordres de l'économie dans l'U. S. S. R., grâce à la politique du C. C. du P. C. R.

Les prolétaires du monde entier, communistes et sympathisants, salueront avec joie les constatations favorables du rapport public du camarade Rykov, président du Conseil des Commissaires du Peuple, sur la marche en avant de l'U. S. S. R. vers la stabilité et la prospérité économique.

La stabilité du rouble est acquise. Les transports s'améliorent quant à leur rapidité et à l'importance de leurs moyens. Le salaire et les conditions de vie de l'ouvrier s'améliorent.

L'instruction et la capacité professionnelle et technique des jeunes générations s'accroissent. Le rendement du travail dans l'industrie augmente. Malgré l'absence totale des crédits de l'extérieur, la production industrielle, en général, atteint déjà 45 % de celle d'avant-guerre. L'électro-industrie et l'industrie du lin dépassent cette proportion. L'industrie du charbon présente une surproduction. L'exportation du naphte atteint celle du temps de paix. Le bilan de l'industrie d'Etat a produit, dans les douze derniers mois, un excédent de 40 millions de roubles-or. Le bilan d'exportation de l'U. S. S. R. compte à son actif, pour la même période, une somme de 100 millions de roubles-or.

La participation du capital privé dans l'ensemble de l'appareil industriel n'est que de 4 %.

Les terrains cultivés atteignent 90 % des surfaces d'avant-guerre. 200 millions de pouds de céréales ont été exportés à la suite de la précé-

dente récolte. Les prix industriels ont baissé normalement de 25 %. Les prix des produits agricoles ont monté de 60 %. Le grave problème des ciseaux marche vers une solution rapide.

Les prévisions pessimistes de l'opposition sont controuvées par les faits. Leurs sources petites-bourgeoises n'en sont que plus évidentes.

Le développement des progrès économiques peut se poursuivre plus ou moins rapidement ; cela dépend d'un certain nombre de facteurs dont quelques-uns, d'importance capitale, comme par exemple la récolte plus ou moins bonne, présentent forcément un certain aléa.

Le succès de la politique de notre Parti frère de Russie n'en reste pas moins établi de façon incontestable. L'accroissement de la force de l'U. S. S. R., la montée rapide de l'un des plus importants pays du monde vers le régime communiste, apportant à 130 millions d'êtres humains la liberté, la prospérité économique et des facultés inouïes de développement intellectuel, constituent la garantie la plus certaine de l'écroulement du capitalisme décadent et de la victoire révolutionnaire du prolétariat mondial.

La situation mondiale est révolutionnaire

La période de décadence du capitalisme se poursuit. Nous sommes au début d'une grave crise économique et agraire. Aux Etats-Unis, 40 % des fermiers américains sont dans la misère. La crise agraire qui se développe également en Europe et qui sévit déjà durement en Pologne, dans les Balkans, empêche l'écoulement des produits industriels. Le monde capitaliste ne retrouve pas son assiette. Il n'y a plus d'économie capitaliste mondiale unifiée. Les chutes de la monnaie se poursuivent avec des reprises et des rechutes (Allemagne, Pologne, France). Les changes restent mauvais. Un peu partout, la disproportion s'aggrave entre les prix industriels et les prix agricoles. Le problème des « ciseaux » est en voie de devenir un problème mondial.

Dans toute l'Europe, les salaires sont, en valeur réelle, inférieurs aux salaires d'avant-guerre. Partout, la semaine de travail dépasse de plus en plus 48 heures.

Le paiement des réparations et des dettes de guerre accentue le déséquilibre dans l'ensemble du monde et à l'intérieur de chaque pays. L'application du plan Dawes (inclus dans le rapport des Experts) ne changera absolument rien dans cette situation. L'amélioration du change dans un pays lui ménage une crise d'exportation qui arrête net son activité industrielle et provoque le chômage. La chute de la monnaie entraîne une montée du prix de la vie à l'intérieur et introduit le déficit dans les budgets publics.

La vie économique des pays capitalistes est tellement enchevêtrée que le relèvement provisoire de l'un d'eux ne peut s'opérer qu'au détriment d'un ou de plusieurs autres. Les murailles douanières qui s'élèvent de plus en plus autour de chaque pays ne peuvent qu'aggraver les difficultés, exacerber les concurrences et les frictions et accroître les risques de guerre. Dans tous les cas, des conflits sociaux surgissent qui compliquent et menacent la situation de la bourgeoisie.

L'intervention économique des Etats-Unis dans les affaires de l'Europe devient de plus en plus envahissante. L'Allemagne est considérée comme une colonie autour de laquelle les impérialismes anglais et français livrent une lutte acharnée.

La situation est aujourd'hui si difficile que la bourgeoisie doit renoncer, un peu partout, à gouverner elle-même. Elle ne peut remplir cette tâche qu'avec le concours de la social-démocratie, qui est devenue d'une façon tout à fait caractéristique le tiers parti de la bourgeoisie capitaliste.

En résumé, avec des hauts et des bas, la situation du capitalisme

mondial s'aggrave. Les difficultés qu'elle traîne avec elle depuis la guerre ne peuvent que devenir plus aiguës. Plus que jamais, la situation mondiale est révolutionnaire et appelle la plus grande activité de la part des Partis communistes.

Les tâches politiques des Partis communistes

La période démocratique-pacifiste que nous traversons présentement et à laquelle la bourgeoisie a eu recours pour conserver ses prérogatives de gouvernement, pose pour tous les partis un certain nombre de tâches politiques et pratiques essentielles.

Puisqu'il est avéré que les chefs du socialisme et du syndicalisme réformiste sont en plein accord avec la bourgeoisie pour poursuivre sa politique et réaliser ses buts impérialistes, l'un des premiers devoirs des Partis communistes est d'engager contre ceux-ci une lutte ouverte et sans merci.

Il faut entreprendre de les battre politiquement et de les démasquer aux yeux de la classe ouvrière, partout où ils conservent une influence.

Il faut dresser contre eux le front unique des ouvriers et paysans.

En France, le Bloc des Gauches doit être combattu sans réserve, ni trêve, comme étant l'instrument le plus hypocrite et le plus dangereux du capitalisme et de l'impérialisme français.

Ses fautes, ses mensonges, la faillite de ses promesses électorales, son incapacité et sa mauvaise volonté à réaliser les réformes les plus quelconques en faveur de la classe ouvrière, sa politique extérieure impérialiste, sa politique intérieure de partialité en faveur des classes possédantes, notamment dans la question des impôts, des loyers, de l'amnistie, des réintégrations de fonctionnaires frappés pour faits de grève ou délits d'opinion, doivent être dénoncés avec la plus grande énergie.

Les tâches générales et pratiques du Parti français et les principes du Léninisme

Pour réaliser pratiquement ces buts politiques, le 5^e Congrès a décidé que les Partis communistes, particulièrement en Occident, devaient poursuivre activement leur bolchevisation, c'est-à-dire renforcer leur unité, leur centralisation, leur discipline et accroître au cœur de leurs adhérents, la haine de la bourgeoisie, des chefs social-démocrates et leur volonté de lutte pour la dictature prolétarienne.

Les principales tâches à remplir sont les suivantes :

- a) Organisation des Partis sur la base des cellules d'entreprises ;
- b) Maintien, consolidation ou reconstitution de l'unité syndicale ;
- c) Activité sur le plan de la question agraire ;
- d) Activité sur le plan de la question nationale et coloniale.

Conformément aux principes léninistes, le Parti français doit être : organisé sur la base des cellules d'entreprises, centralisé, discipliné, composé en majorité d'ouvriers, dirigé et contrôlé par eux.

Pour pouvoir manœuvrer sans se dissocier, ni se corrompre, ni dévier dans le réformisme, le confusionnisme ou l'opportunisme, le Parti doit être formé par des éléments sains, du point de vue prolétarien et politiquement éduqués.

Le but capital du Parti est de s'emparer du pouvoir politique et de le maintenir par la dictature prolétarienne.

Les principaux moyens à employer sont les suivants :

— Tendance permanente à la pratique de la manœuvre du front unique sur les mots d'ordre les plus simples, les plus clairs, issus des revendications immédiates les plus importantes des différentes masses intéressées : prolétariat, paysans, employés, fonctionnaires, soldats, indigènes coloniaux.

— Travail incessant de propagande, d'agitation et d'organisation pour gagner les masses paysannes à l'influence communiste et pour assurer l'union des ouvriers et des paysans sur le terrain de l'action communiste.

— Initiative dans le déclenchement et la direction des luttes économiques ou politiques des masses prolétariennes et paysannes.

— Noyautage des organisations ouvrières ; viser à en gagner la direction et à placer sous l'influence communiste la masse de leurs adhérents.

Pour l'ensemble du pays et des territoires ressortissant à la domination de notre bourgeoisie capitaliste, les conditions préalables du succès sont les suivantes :

1° S'assurer une influence vraiment dirigeante sur la majorité des ouvriers groupés dans les centres industriels ;

2° Gagner la sympathie ou la neutralité de la majorité des petits et des moyens paysans ;

3° Etablir et maintenir un solide réseau de noyaux communistes dans l'armée, dans la marine et les principaux organes de l'Etat ;

4° Arracher les peuples coloniaux à la domination du capitalisme et priver du même coup celui-ci d'une de ses forces essentielles de contre-révolution.

Les tâches immédiates du Parti

— Achever pour le 1^{er} janvier 1925 l'organisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises et se donner pour objectif le doublement des effectifs du Parti et des lecteurs de la presse communiste.

— Organiser, dans le même délai, des congrès départementaux ou régionaux de paysans en vue de préparer, pour les premiers mois de 1925, un Congrès national paysan avec deux questions essentielles à son ordre du jour : 1° Revendication des différentes catégories de travailleurs de la terre : ouvriers agricoles, métayers, fermiers exploitants et petits propriétaires exploitants ; 2° Adhésion à l'I. P.

— Lutter d'accord avec les Partis frères contre l'application du plan Dawes (rapport des experts).

— Entreprendre dans la presse, au Parlement et dans chacune des colonies intéressées une active campagne d'agitation en faveur de l'indépendance des colonies, de la suppression de l'indigénat, du rétablissement de la liberté de la presse dans les colonies et préparer, pour le milieu de l'année 1925, un Congrès des peuples coloniaux opprimés par le capitalisme français.

— Poursuivre activement la décomposition de l'armée bourgeoise.

— Soutenir une lutte acharnée contre le Bloc des Gauches et les chefs socialistes et syndicalistes réformistes, qui en constituent l'épine dorsale.

— Resserrer définitivement les liens entre le Parti et la C. G. T. U., aussi bien en ce qui concerne les directions des deux organisations que chacune de leur formation de base.

La situation intérieure du Parti

Le Parti communiste français ne pourrait songer à entreprendre ce programme de travail fixé par le 5^e Congrès, s'il n'était définitivement sorti de la longue période des difficultés de croissance et de stabilisation politique qu'il a traversée, de la scission de Tours à l'exclusion de Souvarine.

La formule de l'union du Centre et de la Gauche, qui a permis au Parti de vivre et de s'améliorer, est aujourd'hui dépassée. Elle ne suffirait

plus à lui permettre de remplir ses tâches. L'assimilation des principes léninistes d'organisation, de stratégie et de tactique est faite par la majorité de la masse et des dirigeants du Parti. Les luttes soutenues en commun par les éléments des deux grandes tendances du Parti, après le Congrès de Lyon, contre la droite du Parti et de l'Internationale, ont mis en relief la possibilité pour elles de travailler avec une confiance et une mentalité communes sur le plan de l'Internationale.

Il ne saurait donc plus être question de la formule de pis aller que constituait l'union du Centre et de la Gauche, mais d'une fusion totale de tous les éléments sains du Parti et de sa direction pour pratiquer la politique impersonnelle de gauche, c'est-à-dire, par définition même, la politique de l'Internationale.

Le nouveau Comité Exécutif de l'I. C., par délégation du 5^e Congrès, a constaté que la masse du Parti est à gauche. Il compte sur le Parti pour imposer à ses dirigeants, non seulement ce travail politique commun, mais la discipline la plus stricte.

Le Parti communiste français veillera attentivement à la réalisation de ces conditions. Il se mettra au travail sans délai pour remplir toutes les tâches que lui a fixées le 5^e Congrès mondial. Il réprimera tous les actes d'indiscipline. Il combattra avec énergie les déviations opportunistes qui pourraient se manifester et les survivances social-démocrates qui subsistent dans ses rangs. Il a conscience des perspectives politiques exceptionnellement favorables qui s'ouvrent devant lui. Il se donne pour but d'arriver devant le 6^e Congrès plus fort, politiquement et numériquement.

Le Parti communiste français agira méthodiquement pour remplir tous ses devoirs, pour devenir un véritable Parti bolchevik, pour rester digne de la confiance de la classe ouvrière, du passé révolutionnaire du prolétariat français et de la mission historique qui lui échoit.

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI.

II

Félicitations de l'I. C. à l'« Humanité »

et au Comité Directeur du P. C.

Le Présidium de l'Internationale Communiste félicite la direction du Parti communiste pour les efforts accomplis par son organe central l'« Humanité », tant au point de vue de la politique générale que des campagnes contre le gouvernement et des efforts pour l'amélioration de la tenue du journal.

Le Secrétariat du Comité Exécutif de l'I. C.

Un Appel de l'I. C. pour le Renforcement de la Discipline du Parti

Le 5^e Congrès mondial n'a pas eu à s'occuper spécialement de l'ensemble de l'activité du Parti français. Il n'a eu à intervenir que sur le cas Souvarine.

L'Internationale Communiste constate avec satisfaction le sain et robuste développement de son Parti français en une section nationale tendant à devenir véritablement bolcheviste.

Les décisions du Conseil National du 1^{er} juin sur les questions anglaise, allemande, russe et française, ainsi que la récente campagne électorale, ont montré que le Parti français s'épure de plus en plus de l'idéologie petite-bourgeoise et sentimentale dont fut longtemps imprégné le mouvement ouvrier en France.

Par son exemple et par sa participation à la vie internationale, le Parti français a contribué au développement des Partis de l'Europe occidentale et, s'il continue dans la bonne voie où il est engagé nul doute qu'il ne compte bientôt parmi les meilleurs Partis de l'Internationale.

La Fédération de la Seine, l'organisation qui, par sa situation et par le rôle décisif de l'agglomération parisienne, est la plus importante du Parti, a pris immédiatement une position juste sur les problèmes internationaux ; elle a déjà commencé à se donner une structure vraiment communiste. Elle contribuera à faire du Parti un véritable parti de masses, en recrutant les éléments sympathisants qui sont mûrs pour entrer dans nos rangs.

Par leur propagande antimilitariste et anti-impérialiste dans les régions occupées de la Ruhr et de la Rhénanie, et en France même par le courage dont ont fait preuve ses membres frappés au cours de la lutte, victimes de la justice blanche, et par son activité intense pour défendre les intérêts économiques des jeunes ouvriers, la Jeunesse communiste témoigna de l'activité vraiment révolutionnaire du communisme français.

Le développement du Parti français montre cependant encore bon nombre de défauts et de faiblesses que l'Internationale a le devoir de dénoncer ouvertement.

La collaboration du Parti avec les syndicats œuvrant sur la base du communisme doit être plus étroite et correspondre de plus en plus aux nécessités de la lutte implacable contre le régime capitaliste, sur la base des décisions de l'I. S. R.

C'est par l'union solide du Parti et, en particulier, de ses fédérations industrielles les plus imposantes, des syndicats, des Jeunesses communistes, que le mouvement ouvrier français pourra affronter avec confiance les grands combats qui l'attendent.

Pour livrer à la bourgeoisie les futures batailles qui seront de plus en plus sévères, le Parti français doit se forger une discipline vraiment prolétarienne et bolcheviste.

Malgré le sain et robuste développement du mouvement communiste en France et l'épuration satisfaisante des tendances pernicieuses que le mouvement a montrées dans ses années d'enfance, il y a encore des défauts périlleux et inadmissibles parmi les chefs du P. C. F., surtout dans ses milieux intellectuels. Le Parti doit absolument les éliminer pour le renforcement et la guérison du Parti. Le défaut le plus important consiste dans le manque d'une discipline bolcheviste et vraiment révolutionnaire, telle que l'exigent les thèses et les décisions de l'Internationale Communiste, et dans la politique personnelle que pratiquent trop facile-

ment les camarades responsables du Parti. Un des signes les plus visibles de ce manque de discipline est l'attitude et les infractions dont Souvarine s'est rendu coupable et qui ont entraîné son exclusion.

Le Parti français était déjà assez développé pour que personne ne puisse l'entraîner vers l'opportunisme par le jeu régulier de ses institutions. Pour réussir à faire hésiter le Parti sur la voie à suivre, il a fallu que Souvarine tente de briser la discipline du Parti.

A ce propos, il convient de signaler quelques-unes des infractions à la discipline commises par Souvarine.

Le Bureau politique du Parti Communiste français avait décidé de publier un article de Treint sans y ajouter aucun commentaire, Souvarine passa outre à cette décision et commenta la décision du Bureau politique. Par la suite, il entreprit, à la grande joie de tous les ennemis du Communisme, une attaque venimeuse contre le Comité Directeur. Destitué de la direction du *Bulletin Communiste*, Souvarine adressa une circulaire aux lecteurs du *Bulletin* qui combattait et calomniait le Comité Directeur de la façon la plus acharnée. Il invitait les lecteurs à organiser des collectes pour l'édition d'un organe en dehors du contrôle du Parti, ce qui démontre que Souvarine avait complètement rompu avec le Comité Directeur et le Parti lui-même. Enfin, il publia, à l'insu du Comité Directeur et avec une préface tout à fait tendancieuse, le *Cours Nouveau* de Trotsky, qu'il adressa à tous les militants du Parti ayant un poste de direction.

L'Internationale Communiste n'a pu répondre à ces actes d'indiscipline d'autant plus graves que Souvarine était membre du Presidium de l'Internationale, qu'en décidant son exclusion avec la faculté pour le Parti français de proposer au VI^e Congrès mondial la réadmission de Souvarine si son attitude pendant ce laps de temps le permet.

La discussion sur le cas Souvarine devant la Commission du V^e Congrès a montré qu'il y a eu, chez Souvarine et chez un certain nombre d'autres camarades du Parti Communiste français, des conceptions et des pratiques de politique personnelle complètement inadmissibles et incompatibles avec le mouvement communiste. Un certain esprit petit-bourgeois a dominé certains camarades dirigeants.

Certaines conceptions sur le droit de « libre opinion » ont été soutenues, qui ne sauraient être tolérées dans un parti vraiment communiste et en particulier chez les chefs.

Les chefs d'un Parti Communiste représentent l'opinion de tous les membres, de tout le mouvement communiste, qui est déterminée par sa majorité ; ils n'ont pas le droit de représenter et de propager devant la masse ouvrière leurs opinions personnelles sans l'autorisation du Comité Directeur du Parti. Ceux qui ne savent pas observer cette stricte discipline rompent avec le communisme et n'ont rien à faire dans ses rangs.

Toute l'activité journalistique des membres d'un Parti Communiste doit être dans toutes les circonstances sous le contrôle du Parti Communiste. Aucun membre du Parti Communiste n'a le droit de publier des organes ou d'écrire ou de prendre une position politique dans des organes qui ne seraient pas soumis au contrôle du Parti, sans l'autorisation préalable du Comité Directeur et sans son contrôle permanent.

Ce principe doit être particulièrement appliqué en France où le développement d'une discipline vraiment révolutionnaire n'est encore qu'à ses débuts. Les membres du Parti Communiste français doivent exiger de leurs chefs l'observation de la discipline du Parti et ils ne doivent donner leur confiance qu'à des chefs dont l'activité prouve qu'on peut les considérer comme des exemples de discipline prolétarienne et révolutionnaire. Si l'on doit demander à un simple membre du Parti d'être discipliné, à plus forte raison il faut l'exiger des chefs qui doivent donner l'exemple et ne jamais placer leur personnalité au-dessus du mouvement communiste.

Le V^e Congrès a décidé d'exclure Souvarine des rangs de l'Internationale, malgré son passé et son activité dans le mouvement français.

Il a entendu montrer ainsi que nul, quel que soit le poste éminent qu'il occupe, ne saurait se mettre au-dessus de la discipline communiste.

L'Internationale ne refuse jamais de réadmettre ceux qui redeviennent dignes d'elle.

Hors de ses rangs, Souvarine, s'il est vraiment communiste, s'il n'a commis que des erreurs passagères, devra non seulement observer vis-à-vis du Parti et de l'Internationale une attitude de « neutralité bienveillante », mais encore travailler dans la vie publique et partout où il en aura l'occasion dans l'esprit et dans le sens de l'Internationale Communiste.

S'il reconnaît ainsi ses fautes, s'il prouve par des actes qu'il est disposé à ne plus les recommencer, alors, mais seulement alors, le Parti français pourra proposer au VI^e Congrès mondial la réadmission de Souvarine.

L'Internationale Communiste est convaincue que le Parti français saura faire servir la sanction énergique prise contre Souvarine à l'élimination des défauts qui se sont manifestés chez certains de ses dirigeants, ainsi qu'à la création d'une véritable discipline bolcheviste.

Ce n'est qu'en se constituant en un bloc solide, uni, discipliné, que le Parti Communiste français pourra, sous la bannière de l'Internationale Communiste, mener le prolétariat vers la victoire libératrice.

Vive la lutte émancipatrice de tous les opprimés !
Vive la cohorte de fer du prolétariat révolutionnaire !
Vive la discipline communiste !
Vive l'Internationale !

Moscou, le 23 juillet 1924.

LE COMITE EXECUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

IV

Résolutions contre la Droite et les Lutttes fractionnelles

adoptées à

l'assemblée générale des secrétaires fédéraux des 21 et 22 septembre 1924

L'assemblée des secrétaires fédéraux constate par l'intervention d'un certain nombre de camarades un retour offensif de la tendance de droite masquée sous des critiques d'ordre secondaire.

Elle considère ces manifestations comme étant en partie le fait de l'ignorance de certains, qui n'ont pas encore compris les mots d'ordre de l'Internationale Communiste. Mais pour certains militants trop qualifiés pour qu'on puisse admettre qu'ils ne sont pas suffisamment informés, la question revêt un caractère d'opposition politique grave aux décisions du 5^e Congrès.

Dans ces conditions, la Conférence des secrétaires fédéraux considère toute tentative de rouvrir la discussion sur la crise intérieure du P. C. russe aujourd'hui terminée théoriquement et pratiquement, comme la volonté de nuire et de décomposer le Parti en entravant son travail politique et de réorganisation sur la base des cellules d'entreprises.

La Conférence des secrétaires fédéraux constatant avec écœurement qu'il existe au sein du Parti des éléments de droite et d'extrême-gauche

nettement anticommunistes, demande à ce que ces camarades se plient nettement aux idées et mots d'ordre de l'Internationale, qu'ils fassent confiance au Bureau politique.

Qu'ils s'engagent à mener la lutte dans le même but que l'Internationale sans faire la critique sur des faits accomplis, sans en apporter les remèdes efficaces.

Charge le Bureau politique de prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces éléments se plient à cet esprit ou qu'ils démissionnent.

La Conférence des secrétaires fédéraux déclare que la motion qu'elle a adoptée hier condamnant le travail de désagrégation fait par la droite dans le Parti vaut aussi pour le camarade Rieu.

V

Un Comité d'Action a été constitué entre la C.G.T.U. et le P. C.

L'Internationale Communiste et l'I. S. R. ont formé, à la suite de la Conférence internationale de Cologne, un Comité d'action international. Le comité doit examiner les moyens pour lutter contre l'application du plan Dawes et contre ses conséquences.

Le plan Dawes pèse de plus en plus sur les épaules de la classe ouvrière.

L'impérialisme américain, profitant des rivalités entre les bourgeoisies de France, d'Angleterre et d'Allemagne, profitant de l'affaiblissement temporaire de l'impérialisme japonais, utilise toutes ces difficultés pour élargir et renforcer sa puissance.

La Conférence de Londres et le plan Dawes qui en est le résultat ont mis en avant la puissance du capitalisme impérialiste américain, qui cherche de nouveaux débouchés pour son commerce et des capitaux, qui veut se débarrasser des difficultés qui l'assaillent dans son propre pays (crise agricole, chômage, etc.).

L'application du plan Dawes est une exploitation aggravée à l'extrême du prolétariat de tous les pays. Les premières mesures ont déjà rendu plus difficile l'existence si pénible des prolétaires allemands (réduction des salaires déjà insuffisants, nouvelles charges fiscales, fermeture d'usines, suppression de la journée de huit heures).

Les prolétariats belge, anglais et français vont voir à leur tour leur niveau de vie abaissé, le chômage s'accroître, leur journée de travail s'allonger. Les mineurs du Borinage viennent de lutter pendant des semaines pour défendre leurs salaires. On commence déjà à licencier en masse dans certaines usines de Paris.

Loin d'avoir amené la paix, les accords de Londres n'ont fait que renforcer les rivalités entre les impérialistes. La Société des Nations continue la comédie. Mac Donald, qui faisait à Genève de si beaux discours, prépare la guerre contre la Turquie à propos de Mossoul. Thomas, ministre travailliste, déclare qu'il défendra la puissance impérialiste anglaise. La Société des Nations a trempé dans les machinations des contre-révolutionnaires en Géorgie. Le plan Dawes, dans le désir de l'impérialisme américain, c'est l'isolement économique de la Russie, c'est la guerre contre la Russie menée en commun par toutes les puissances, sous la direction des socialistes de la 2^e Internationale.

Dans leur désir d'un nouveau partage du monde, les impérialistes organisent la guerre en Chine, récriment avec cruauté tout soulèvement des colonies. Ils espèrent y trouver de nouveaux profits et renforcer provi-

soirement leur puissance. Le prolétariat de tous les pays, pour lutter contre les résultats de la Conférence de Londres, doit se grouper dans un front unique. Les décisions des experts font plus impérieuse la nécessité de réaliser l'union syndicale. Une minorité s'est formée dans l'Internationale d'Amsterdam sous la pression des ouvriers, qui ont compris la nécessité d'une lutte révolutionnaire en accord avec les syndicats adhérents à l'I. S. R., pour résister à la nouvelle offensive du capitalisme.

En lutte pour la défense de la classe ouvrière, pour l'application du plan des experts ouvriers, contre le plan des experts capitalistes, il faut que le bloc des exploités de tous les pays se dresse en face de celui que forment les capitalistes et les chefs de l'Internationale jaune.

Sur le plan national, la C. G. T. U. et le Parti communiste organisent leur Comité d'Action pour appeler les prolétariats par une campagne de meetings, de réunions d'usines et par des manifestations à développer et à soutenir ces mots d'ordre : Contre le plan des experts, contre la guerre en Chine, contre la guerre du Maroc et de Syrie, contre la vie chère, pour la reconnaissance de la Russie des Soviets, pour la conservation de la journée de huit heures, pour l'unité syndicale.

VI

La Lutte internationale contre le plan Dawes

Aux travailleurs de tous les pays

Les derniers voiles de la phase démocratique-pacifiste de l'impérialisme commencent à tomber.

La guerre civile et l'intervention impérialiste en Chine, la révolte au Soudan, les cruautés de l'expédition des généraux espagnols contre les esclaves coloniaux du Maroc, la course fiévreuse des armements militaires en Amérique, en Angleterre et en France éclairent la grande masse des ouvriers sur le véritable caractère du pacifisme démocratique.

Vers la domination du monde par l'impérialisme américain

Ce pacifisme n'est que la marche des forces impérialistes vers de nouvelles guerres mondiales, et aussi, l'introduction à l'immense combat entre les classes capitalistes d'Angleterre, d'Amérique et de France pour l'hégémonie sur le monde.

L'Amérique est à la tête des puissances impérialistes ; elle prépare des coups décisifs contre l'Angleterre et la France en vue de conquérir le pouvoir en Europe et contre le Japon pour s'assurer le pouvoir en Extrême-Orient.

Les antagonismes irréconciliables entre les bourgeoisies anglaise et française ont fait que le capital américain a pu prendre la première place dans la colonisation de l'Allemagne.

L'impérialisme américain commence à faire rentrer les dettes de guerre de l'Angleterre et de la France. L'argent américain pour les réparations allemandes ne tardera pas à devenir l'huissier exécutif des dettes interalliées au profit de l'Amérique.

Contre la Russie des Soviets

Cependant l'impérialisme américain aspire à la domination du monde ; ses mains avides se tendent vers l'Extrême-Orient ; l'asservissement et la mise en esclavage du peuple chinois constituent son but prochain ; l'encerclement de la Russie soviétique, sa paralysation et son égorgement à l'aide d'un nouveau blocus impérialiste, voilà son but final.

La haine mortelle contre la Russie des Soviets, ce symbole éclatant et cette place forte de la Révolution prolétarienne internationale constitue, malgré toutes les rivalités impérialistes entre les diverses puissances, le principe commun de la politique impérialiste internationale.

A l'horizon du champ de bataille historique, on voit déjà se dessiner les perspectives de la lutte de l'impérialisme mondial contre la Russie des Soviets dans les dimensions formidables de la dernière bataille décisive entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Ce chemin de l'impérialisme mène à travers l'enfer des crises économiques qui se renouvellent sans cesse. D'un mois à l'autre, l'insolubilité du problème des réparations devient de plus en plus évidente. Si le plan Dawes a poussé l'Allemagne définitivement sous le joug de l'impérialisme américain et de l'Entente, la Conférence de Londres a déjà fourni la preuve éclatante qu'une nouvelle répartition pacifique du butin est impossible.

L'automne et l'hiver qui s'approche seront dominés par une nouvelle crise de production et de vente. La mauvaise récolte dans une grande partie du monde, la crise agraire internationale évoquent aux yeux de toutes les masses laborieuses le spectre terrifiant de la famine, le chômage en Allemagne, en Angleterre et Tchéco-Slovaquie recommence à s'accroître et atteindra son point culminant au cours de l'hiver.

Le prolétariat allemand réduit à la misère

Le prolétariat du monde entier et notamment celui de l'Allemagne se trouve une fois de plus en face d'une grande offensive capitaliste. Déjà, des coups redoublés tombent sur le dos de la classe ouvrière allemande. Nouvelle réduction des salaires déjà insuffisants, nouvelles charges fiscales, nouvelles fermetures d'usines et incessante montée des prix de toutes les denrées de première nécessité ; voilà les mots d'ordre du capital allemand.

Le plan des experts fait du prolétariat allemand le premier et le plus immédiat objet d'attaque des classes capitalistes de tous les pays. Mais déjà la réalisation des premières étapes du rapport des experts frappe le prolétariat d'Angleterre, de France, d'Amérique, de Tchéco-Slovaquie et de Pologne.

Lutte internationale

La lutte contre le plan des experts n'est pas une lutte allemande, mais la lutte du prolétariat révolutionnaire de tous les pays d'Europe et d'Amérique.

Ce n'est qu'en organisant ces luttes que le prolétariat créera les conditions premières du renversement de la dictature capitaliste.

Dans sa lutte contre le plan Dawes, la classe ouvrière ne compte qu'un seul ami parmi tous les pays : la Russie soviétique.

Non seulement parce que la Russie des Soviets est l'alliée naturelle du prolétariat contre la bourgeoisie, mais encore parce que la bourgeoisie américaine voudrait couronner son œuvre impérialiste par l'asservissement de l'Etat prolétarien à l'aide d'un second plan Dawes. Cependant la Russie soviétique brave depuis sept ans l'impérialisme rapace du monde entier. Elle continuera d'être l'inébranlable bloc d'acier contre l'avidité et la rapacité capitalistes.

Avec la Russie contre le plan Dawes, notre solution doit être la solution du combat révolutionnaire des masses pour l'existence et pour le pouvoir.

A côté de la bourgeoisie de tous les pays se dressent aussi deux ennemies acharnées qui font partie du front unique impérialiste contre la classe ouvrière. La Société des Nations et la II^e Internationale.

La Société des Nations est avant tout l'organe de l'intervention contre la Russie des Soviets; avec son aide la II^e Internationale a suscité le Putsch de Géorgie comme un harmonieux accompagnement du pacte de garantie sur la sécurité, le désarmement et la paix mondiale.

La Société des Nations est la nouvelle sainte alliance contre la révolution prolétarienne; elle constitue la conjuration la plus acharnée et la plus menaçante du brigandage capitaliste contre les combats libérateurs des masses travailleuses.

Son agent dans les rangs de la classe ouvrière est la II^e Internationale, l'Internationale de Mac Donald, le bourreau sanglant des masses exploitées de Chine et de l'Inde.

La deuxième Internationale regarde toujours comme sa seule tâche le soutien et l'accomplissement des plans capitalistes contre la classe ouvrière; à la place des enseignements révolutionnaires de Karl Marx et d'Engels elle met en avant le plan des experts, des capitalistes américains; elle est le soutien et le leader de ceux qui suscitent le combat contre la Russie des Soviets; elle est l'ennemie née de la classe ouvrière et combat avec la haine qui caractérise tous les renégats le seul parti de la classe ouvrière: l'Internationale Communiste.

Ces valets serviles sont les chefs de l'Internationale d'Amsterdam, qui, au nom de la politique de neutralité, sabotent chaque combat économique du prolétariat et s'affirment comme les gendarmes du capital financier pour l'anéantissement de chaque résistance prolétarienne aux décisions de mise en esclavage de Londres et de New-York.

Sur le chemin de l'unité syndicale

Mais sa domination sur les masses travailleuses commence à s'ébranler, les grandes masses ouvrières qui jusqu'ici ont suivi les chefs réformistes dans la voie de la trahison commencent à se rebeller.

Les récents événements dans le mouvement syndical anglais, la poussée croissante des masses allemandes et françaises pour la reconstitution de l'unité internationale sont les symptômes du réveil prochain de la classe ouvrière.

Le Congrès des Syndicats anglais à Hull, qui a déjoué les manœuvres scissionnistes d'Amsterdam contre la liaison des masses ouvrières d'Europe avec le prolétariat russe, est un pas en avant sur le chemin difficile de l'unité internationale.

La puissante offensive du capital contraint les larges masses travailleuses à s'engager sur le chemin de l'unité. Le ralliement des ouvriers dans le combat révolutionnaire contre les conséquences du plan des experts, ralliement qui comporte l'unification des masses syndicales du monde entier, constitue la condition préalable pour engager avec succès des combats décisifs.

Luttons pour l'unité

Travailler infatigablement à la reconstitution de l'unité syndicale, aussi bien contre ceux qui la sabotent ouvertement que contre les leaders plus ou moins hésitants qui soutiennent l'unité aujourd'hui sous la pression des masses combattantes, mais qui, demain, combattront cette même unité pour le sauvetage de la bourgeoisie.

Ouvriers !

Entrez dans ce combat de toute votre énergie, mais n'oubliez jamais

que c'est par votre inébranlable volonté que vous réaliserez cette unité indispensable à votre affranchissement.

Le programme de l'unité de front prolétarienne réside dans l'unité syndicale et internationale et dans la lutte au couteau contre le plan des experts et contre les requins de la finance internationale.

A la colonisation et la mise en esclavage de l'Allemagne, de la Chine, au plan d'étranglement de la Russie des Soviets, nous devons opposer l'union des exploités de tous les pays dans le combat contre les trusts, les héros de la bourse et de la spéculation.

Appel à la lutte pour le pouvoir

A la mise en coupe réglée de ces pays, opposons le combat pour la confiscation des grands domaines agraires, pour la socialisation des banques, des chemins de fer et des grandes entreprises industrielles.

Au chômage, aux longues journées de travail et aux salaires de famine, opposons le combat pour la journée de huit heures, l'élévation des salaires, pour le soutien des jeunes ouvriers, des femmes et des invalides du travail; mais cette lutte ne peut être conduite qu'en élevant la conscience des grandes masses ouvrières, afin que le combat pour l'existence se transforme en un combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

Sans la destruction de la puissance politique de la bourgeoisie, aucune conquête économique solide ni durable n'est possible.

La puissance du capital financier et impérialiste ne peut subsister et se développer que sur la ruine des millions et de millions d'existences prolétariennes et petites bourgeoises.

Elle puise sa force dans le sang des innombrables victimes qui succombent chaque jour sur les champs de bataille du travail et de la guerre impérialiste.

Le pouvoir prolétarien ne peut s'édifier que sur les ruines de l'impérialisme.

La Conférence de Cologne où se sont rencontrés les représentants des partis communistes français, allemand, anglais, italien, tchéco-slovaque et polonais, appelle à cette heure décisive la classe ouvrière de tous les pays à la lutte pour son existence et pour la destruction du pouvoir capitaliste.

Notre confiance dans la volonté de combat de la classe ouvrière est entière et inébranlable.

Des champs de bataille arrosés par le sang d'innombrables victimes prolétariennes montent des forces nouvelles qui assureront la victoire décisive de la classe ouvrière internationale.

La voie de l'unité syndicale est aussi celle des combats révolutionnaires.

Ouvrier ! défends l'unité syndicale et combats pour elle de toutes tes forces !

Haine mortelle à tous les saboteurs avoués ou masqués de l'unité syndicale et du combat contre la bourgeoisie !

Dresse le front prolétarien unique contre tous les plans d'asservissement des masses travailleuses !

Vive la Russie des Soviets, forteresse des combats prolétariens contre l'impérialisme !

Vive l'Internationale Communiste !

Vive l'Internationale Syndicale Rouge !

Contre les Chemises Noires

Le Comité ouvrier antifasciste appelle à la formation de centurions

Le Comité Ouvrier anti-fasciste, composé des adhérents à la C.G.T.U., au Parti Communiste, aux Jeunesses Communistes, a tenu une réunion le samedi 13 septembre.

Il a décidé :

1° De travailler immédiatement à la constitution des centurions ouvriers, groupant tous les ouvriers italiens décidés à lutter par tous les moyens pour abattre le fascisme ;

2° D'organiser pour cela, dans tous les centres où travaillent des Italiens, des réunions publiques avec des orateurs de langue italienne, pour expliquer l'importance de la constitution de ces centurions et préparer 5 grandes manifestations anti-fascistes ;

3° Ces manifestations auront lieu dans les centres autour desquels sont particulièrement groupés des Italiens : à Paris, Tourcoing, Lyon, Marseille et Longwy, le dimanche 28 septembre.

Tous les camarades Italiens, membres du Parti ou non, adhérant ou non à la C.G.T.U., qui veulent véritablement remplacer le fascisme par un gouvernement Ouvrier et Paysan, sont invités à se mettre à la disposition du Comité.

Solutions communistes contre la Vie chère

Un programme général de lutte

La presse du Bloc National et du Bloc des Gauches, sous la pression grandissante des masses mécontentes, est bien obligée de s'occuper de plus en plus de cette question si angoissante. Aussi est-elle pleine de projets, de propositions, d'études en vue de faire diminuer le coût de la vie.

Pour le Bloc National, le remède est simple. Il s'agit de produire davantage, et, pour cela, d'imposer aux travailleurs une journée de plus en plus longue, 10 et même 12 heures.

Le Bloc des Gauches est bien plus embarrassé. Il lui faut ruser avec les masses. Il s'en tire avec de la démagogie. Le *Quotidien*, journal officiel du Cartel Herriot-Blum-Jouhaux, réclame à grand cris une politique jacobine, mais il se garde bien de présenter des mesures vraiment opérantes.

Quant au gouvernement, il essaie de gagner du temps en faisant publier quotidiennement le compte rendu des séances du conseil des ministres ou, pour remédier à la vie chère, les mesures les plus ridicules alternent avec les décisions les plus contradictoires.

Le B. P. du Parti, dans sa séance de mardi dernier, après examen de la situation, a décidé :

a) De préparer, d'accord avec la commission paysanne centrale, un programme général de lutte contre la vie chère, qui sera transformé en projet de loi que le groupe parlementaire communiste déposera dès la rentrée des Chambres ;

b) De réclamer comme un minimum indispensable pour assurer la défense des intérêts vitaux des masses populaires, les mesures suivantes qui devront immédiatement être popularisées dans le pays par toutes les organisations et tous les militants du Parti :

1° Achat par l'Etat de toute la récolte de blé à un prix établi d'après les conditions de la récolte annuelle par les organisations de la classe ouvrière et des petits cultivateurs.

Livraison de la viande de boucherie aux coopératives et ouverture de magasins municipaux qui vendront au prix de revient ;

2° Nationalisation immédiate des mines de potasse et livraison des engrais aux cultivateurs au prix de revient ;

3° Impôt spécial sur la grande industrie, le haut commerce et les grandes banques pour la livraison aux petits et moyens cultivateurs de machines agricoles et d'engrais chimiques ;

4° Emprunt obligatoire progressif allant de 25 à 80 p. 100, à partir de 1 million sur la fortune mobilière et immobilière dont l'utilisation servira au remboursement des petits porteurs de la dette publique, à l'équilibre du budget, au paiement de l'indemnité des 1.800 francs aux fonctionnaires, à la construction de logements destinés aux masses laborieuses ;

5° Suppression de tous les impôts indirects, décharge de tous les autres impôts, y compris l'impôt sur le chiffre d'affaires au-dessous de 12.000 francs de revenus et 200.000 francs de fortune ;

6° Impôt sur les grands propriétaires foncier et les riches paysans (à partir de 30 hectares de propriété) dont le produit servira à l'amélioration et à l'intensification de la production chez les petits cultivateurs.

La lutte pour l'Unité du Mouvement Syndical International

1° Le troisième Congrès de l'I. S. R., soucieux comme par le passé du développement international de la lutte de classe et d'une résistance heureuse à l'offensive capitaliste, confirme de nouveau ses résolutions précédentes sur la lutte pour le front unique du prolétariat, et souligne une fois de plus sa ferme volonté de continuer son travail dans cette direction.

2° Bien entendu, l'I. S. R. ne suspendra pas une minute sa lutte énergique contre toutes les manifestations du réformisme dans le mouvement ouvrier international. Elle dénoncera impitoyablement les trahisons réformistes à tous les ouvriers qui n'auront pas encore compris le rôle du réformisme, frein de la lutte émancipatrice du prolétariat. Mais le 3° Congrès, soucieux de concentrer les forces prolétariennes et d'unifier la direction de la lutte ouvrière contre l'offensive économique du capital et contre la réaction fasciste, estime que la tâche la plus urgente de l'I. S. R. consiste à développer au sein des masses ouvrières une vaste campagne pour l'unité du mouvement syndical international.

3° Cette campagne pour l'unité devra être au premier chef et principalement menée par en bas, elle devra poser devant les grandes masses, nettement et dans toute son ampleur, le problème de l'Internationale Syndicale Unifiée.

4° Ensuite, l'un des actes dans cette direction, après préparation conforme des masses, pourrait consister dans la convocation d'un Congrès syndical international d'unité, où doivent être représentées les organisations affiliées aux deux Internationales, Moscou et Amsterdam, sur les

bases de la représentation proportionnelle, pour l'élaboration de statuts communs et pour la création des organes exécutifs de la nouvelle internationale Unifiée. Le Congrès estime que c'est seulement par ce moyen qu'on pourra réaliser une fusion entière et simultanée des organisations parallèles.

5° En exécution des dispositions ci-dessus, le Congrès estime utile de se mettre, par l'organe de ses représentants, en rapport avec la F. S. I. d'Amsterdam et avec les Trade-Unions anglaises qui se sont prononcées, au sein d'Amsterdam, en faveur d'une Internationale unique.

6° Toutefois, estimant que les intérêts du mouvement ouvrier international et de son unité priment les questions de forme, le Congrès est d'avis que les différentes organisations syndicales affiliées à l'I. S. R. doivent profiter de toutes les occasions favorables pour entamer avec la F. S. I. d'Amsterdam ou ses sections des pourparlers sur l'unité et le front unique sous réserve que dans chaque cas donné ces pourparlers seront menés avec l'approbation et sous la direction de l'I. S. R. ;

7° Le Congrès déclare unanimement que, comme par le passé, chaque démarche ayant une portée internationale ne pourra être entreprise par les organisations adhérentes à l'I. S. R. qu'après sanction et sous la direction de l'I. S. R. ;

8° L'I. S. R. exprime la certitude qu'une inlassable propagande au sein des masses et leur organisation sous le mot d'ordre de l'unité du mouvement international créeront des conditions propres à assurer dans un prochain avenir la réalisation et la cristallisation organique du front unique des travailleurs en face du capitalisme international ;

9° Le III^e Congrès de l'I. S. R. ne veut pas se borner à émettre une déclaration en faveur de l'unité et décide, en conséquence, de créer une commission pour l'unité du mouvement syndical international, constituée par 17 membres et qui devra mener, sous la direction du Bureau exécutif, une action énergique dans le sens indiqué plus haut.

Cette commission, dans son ensemble, ou tels ou tels de ses membres, mandatés par elle devront se mettre en contact avec les trade-unions qui ont soulevé au Congrès de la F. S. I. d'Amsterdam la question de l'unité, étudier la situation du mouvement syndical dans les pays où l'action pour l'unité est la plus puissante et, le cas échéant, entrer en pourparlers avec la F. S. I. d'Amsterdam, en conformité aux buts et aux limites fixés par la présente résolution.

Vive l'unité du mouvement syndical international !

X

Pour l'Unité du Mouvement syndical

Aux ouvriers et ouvrières de tous les pays

La classe ouvrière de tous les pays est menacée par une nouvelle offensive de la classe capitaliste. Le plan Dawes signé le 30 août, à Londres, par les mandataires des brigands impérialistes, est conçu avec l'intention de retarder la grande crise capitaliste qui ébranle l'économie aux dépens des ouvriers, et de pouvoir assurer en même temps la possibilité d'une meilleure préparation des guerres inévitables entre les puissances impérialistes.

Le plan Dawes est un puissant plan de bataille contre le prolétariat international. Son exécution signifie une abolition ultérieure de la journée de huit heures, une réduction encore plus grande des salaires, une augmentation énorme du chômage.

Moins de salaires, plus de travail

En Angleterre, la somme des salaires payés depuis 1919 a diminué de 500 millions de livres, tandis que les bénéfices ont augmenté ! Dans les Etats-Unis d'Amérique, les salaires ont été réduits de 10 p. 100 pendant ces derniers mois. En France, la capacité d'achat des salaires a été systématiquement abaissée par la chute du franc. Les ouvriers d'Allemagne touchent des salaires de famine. En Tchéco-Slovaquie, un grand renchérissement a mis la classe ouvrière dans une misère affreuse. Tous les pays capitalistes offrent le même tableau : l'esclave salarié doit souffrir de plus en plus de la faim, tandis que la bourgeoisie demande toujours plus de travail. La journée de huit heures est enlevée maintenant aux ouvriers de Pologne, de Belgique, d'Autriche.

Dans tous les pays, le chômage augmente de plus en plus. Les Etats-Unis d'Amérique comptent 3 millions de chômeurs ; l'Angleterre 1.250.000 ; l'Allemagne 1.250.000 chômeurs et travailleurs à temps réduit. Dans tous les pays, cela fait un ensemble de 5.000.000 d'ouvriers jetés sur le pavé. Il s'y ajoute encore des millions de travailleurs qui font des journées réduites.

L'exécution du plan Dawes aggrave la lutte des capitalistes contre les ouvriers.

Le plan Dawes n'apporte pas la paix

Les mêmes puissances qui, à Londres et à Genève, ont fait faire de grands discours enthousiastes en faveur de la paix ont en même temps envoyé des vaisseaux de guerre et des troupes en Chine. Le gouvernement de Mac Donald, avec des bombes a occasionné des dévastations terribles dans les villages des révolutionnaires hindous. Il a envoyé des troupes pour abattre les ouvriers en révolte au Soudan. Le gouvernement fasciste de Primo de Rivera en Espagne mène une guerre meurtrière pour opprimer les Rifains du Maroc. Les Etats-Unis d'Amérique organisèrent, avec leurs dollars, l'insurrection qui échoua en Géorgie. Avec le franc français, l'intervention contre la Russie des Soviets est menée par la Pologne et la Roumanie.

Il faut que les ouvriers et les ouvrières de tous les pays se défendent contre cette nouvelle offensive de la bourgeoisie mondiale.

Mais ils sont empêchés dans cette lutte par le fait que les organisations syndicales sont divisées en deux grands camps.

L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge ont toujours lutté avec toute leur énergie contre la scission des syndicats ; car la scission des syndicats affaiblit le front de lutte de la classe ouvrière.

Les réformistes de la II^e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam qui, consciemment ou inconsciemment, sont au service des impérialistes, comme ils étaient pendant la guerre mondiale les serviteurs de la bourgeoisie, ont saboté la lutte unifiée des ouvriers de tous les pays, ils ont divisé les syndicats.

A l'heure actuelle, la classe ouvrière a plus que jamais besoin de l'unité des syndicats, mais qui doit être une unité de lutte contre la nouvelle offensive du capital et contre de nouvelles guerres impérialistes.

La masse doit parler

L'Internationale communiste et l'Internationale Syndicale Rouge ont pris l'initiative de la création de l'unité syndicale internationale. Mais les chefs de l'Internationale d'Amsterdam répondent : Non. Ils craignent la lutte des ouvriers qui est nécessairement une lutte révolutionnaire, une lutte pour la chute de la bourgeoisie. Ils ne veulent pas cette chute. Quelques chefs amsterdamiens de « gauche » parlent pour l'unité

parce que les masses ouvrières sont pour l'unité. Ils doivent être forcés de faire suivre leurs discours d'actes pour l'unité.

Le Congrès syndical de Hull doit être le prélude de la mobilisation des plus larges masses dans tous les pays, car l'Union ne se fera pas par les négociations des chefs. C'est vous qui devez les forcer, vous, ouvriers et ouvrières dans les ateliers et les fabriques, dans les mines et aux chantiers, vous, marins et cheminots, vous, ouvriers d'usines et travailleurs des champs.

Prenez position à vos lieux de travail et dans les syndicats pour l'union nationale et internationale des syndicats. Manifestez votre solidarité avec la proposition de l'I. C. et de l'I. S. R.

Forcez les chefs qui s'opposent, à renoncer à la scission et à exécuter votre volonté.

Vive l'Unité du mouvement syndical international. Vive la lutte des masses syndiquées réunies.

Contre l'offensive du capital !

Contre l'exécution du plan d'esclavage de Londres !

Pour la journée de huit heures !

Pour des salaires plus élevés !

Pour la réintégration de tous les chômeurs dans les usines !

Contre la persécution des ouvriers révolutionnaires !

Contre les aventures guerrières impérialistes !

Moscou, 6 octobre 1924.

LE COMITE EXECUTIF DE L'I. C.
LE COMITE EXECUTIF DE L'I. S. R.

XI

La Reconnaissance de la Russie des Soviets (U.R.S.S.)

Le Comité Directeur du Parti Communiste français aux ouvriers et paysans russes

A l'heure où les gouvernants de leur pays reconnaissent la République fédérative des Soviets, les prolétaires communistes français saluent ce succès de leurs frères de Russie.

Ils savent que cette retraite du capitalisme ne marque pas la fin de la lutte contre la Révolution. Ils sont instruits par les événements d'hier en Grande-Bretagne et ceux d'avant-hier en Géorgie. Ils sont éclairés par les enseignements de la Conférence de Londres, qui continue de dresser le fer de la lance bourgeoise à la fois contre le prolétariat occidental et contre Moscou.

Avec plus de fermeté que jamais, ils marcheront dans la voie tracée par le bolchevisme victorieux, que ses ennemis acharnés sont obligés aujourd'hui de reconnaître comme le gouvernement normal du plus grand peuple de l'Europe.

Le Comité Directeur du Parti Communiste Français.

XII

CAMARADES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS !

Le Bloc des Gauches, c'est le Bloc National qui survit !

Le Bloc des Gauches, depuis trois mois, gouverne en France. La classe moyenne et un grand nombre d'ouvriers et de paysans l'ont installé au pouvoir *parce qu'ils ne voulaient plus du Bloc National qui, personnifié par Poincaré, représentait la guerre, la répression et la vie chère.*

Le Bloc des Gauches est né de la haine, du dégoût violent et des rancunes nombreuses que le Bloc National a suscitées contre lui dans toutes les couches de la population de France.

Les hommes du Cartel ont ramassé toutes les malédictions proférées par le peuple contre le Bloc National et en ont fait le fond de toutes leurs professions de foi.

Certains du succès, ils ont promis, dans l'enthousiasme du moment, tout ce que le peuple désire encore : évacuation de la Ruhr, reconnaissance de la Russie des Soviets, amnistie, impôt sur le capital, 1.800 francs aux fonctionnaires, etc., etc...

Le Parti Communiste a dénoncé cette combinaison électorale qui s'est constituée sur le dos des travailleurs, dont elle persiste à se réclamer, et indiqué que la politique du Bloc des Gauches ne différerait en rien de celle de Poincaré.

Quelle était la politique du Bloc National ?

Le Bloc National (de droite) était partisan farouche de l'occupation de la Ruhr jusqu'à ce que le plan des experts eût réglé le problème des réparations en ménageant les intérêts des capitalistes allemands et du Comité des Forges.

Le Bloc National de Droite a combattu la reconnaissance de la Russie des Soviets, pour une question de dettes contractées par le tsarisme, et encourage la contre-révolution en soutenant financièrement et militairement les Etats fascistes de la Petite-Entente.

Le Bloc National de Droite a toujours refusé d'examiner les projets d'amnistie ayant des bases trop larges.

Le Bloc National de Droite a voté impôts sur impôts, tous dirigés contre la classe ouvrière et paysanne, et il a été impuissant à enrayer les progrès de la vie chère.

Le Bloc National de Droite a été abattu pour sa politique de répression contre les organisations ouvrières et de mépris pour les revendications les plus légitimes du prolétariat.

Quelle est celle du Bloc des Gauches ?

Le Bloc National de Gauche a remplacé celui de droite.

Les illusions démocratiques des classes moyennes et d'une grande partie de la classe ouvrière et paysanne ont porté au pouvoir les adversaires de Poincaré. Mais, si les hommes ne sont plus les mêmes, la politique inaugurée par Poincaré se retrouve dans tous les actes de nos dirigeants actuels.

La Ruhr ne sera pas évacuée. Les troupes d'occupation vont y être maintenues encore pendant douze mois. Poincaré n'eut pas mieux agi pour le compte du Comité des Forges, auquel Herriot continue de donner des gages de soumission.

Les soldats de la Ruhr ont protesté contre le rôle qu'on leur faisait tenir ; ils ont fraternisé avec le prolétariat allemand, rééditant, sous des formes diverses, le geste symbolique des marins de la mer Noire.

Le Bloc des Gauches a oublié tout cela. Il n'a rien appris des leçons que les soldats de la Ruhr ont infligées aux chauvins frénétiques de France. Sous la pression du prolétariat organisé de France, Herriot-Poincaré libère à contre-cœur nos camarades soldats condamnés à Mayence, mais il persiste à retenir en captivité des ouvriers allemands poursuivis et frappés pour les mêmes faits.

Sous les applaudissements et les clameurs de satisfaction des social-traitres de France, d'Allemagne et d'Angleterre, la haute finance américaine triomphe à Londres en s'assurant la mainmise sur toutes les sources de production de l'Allemagne et en offrant à la France et à l'Angleterre, qui acceptent, d'exercer, pour son compte, un contrôle direct sur le prolétariat allemand en état d'effervescence révolutionnaire.

Le plan Dawes, auquel souscrivent sans remords socialistes et syndicalistes réformistes de France, c'est la mise en tutelle politique et économique de l'Europe ; c'est l'instauration d'un système d'exploitation cynique du prolétariat allemand par le capitalisme international ; c'est, en Allemagne, la suppression des huit heures, la misère accrue et une augmentation considérable de la production allemande qui viendra concurrencer, sur le marché mondial, la production des autres pays ; c'est, par conséquent, dans tous les pays capitalistes, une course inévitable à la surproduction, qui doit nécessairement entraîner, pour la classe ouvrière, la perte de toutes ses conquêtes précédentes ; c'est, pour obtenir une stabilisation douteuse de notre franc-papier, Herriot qui vient, sans hésitation, de livrer à la haute banque américaine l'indépendance économique de la France.

Herriot approuve Poincaré

A Londres, Herriot absout les chefs du mouvement séparatiste mort-né de Rhénanie auxquels Poincaré fournissait des subsides et des troupes de protection, mais il écarte de l'amnistie les travailleurs rhénans qui ont résisté à main armée aux tentatives des Dorten-Poincaré.

Ainsi, Herriot, néo-poincariste, reconnaît que Poincaré avait raison de soutenir le séparatisme en Rhénanie, c'est-à-dire la création d'un Etat-tampon entre la Révolution allemande qui menaçait et la France ouvrière qui suivait avec intérêt les événements révolutionnaires d'Allemagne.

La reconnaissance de la Russie des Soviets est renvoyée sine die. Herriot, qui n'a rien retenu de son voyage théâtral en Russie Rouge, continue, comme Poincaré, à ignorer l'existence d'un grand pays qui, malgré ses ennemis, devra inévitablement intervenir dans le règlement de la paix mondiale, car il est impossible à quiconque de rayer de la carte du monde un gouvernement prolétarien qui s'appuie sur 130 millions d'ouvriers et de paysans décidés à ne rien abandonner de leurs conquêtes.

Le Bloc des Gauches recule, attermoie, reprenant de Millerand-Wrangél le langage dicté par les puissances d'argent et la réaction. Il ne cesse d'ailleurs d'observer, à l'égard de la Petite-Entente et de la Pologne, la même politique de compensation chère aux Poincaré et aux Millerand : Protégez-nous de la Révolution bolchevique, nous vous donnerons argent, armes et munitions.

Sur le plan national, la faillite du Bloc des Gauches devient de plus en plus évidente

Le Sénat, dont l'esprit républicain fut tant vanté, a infligé à Herriot un échec retentissant en refusant d'examiner sans délai le projet d'amnistie présenté par la Chambre. Herriot s'est contenté d'une caricature d'amnistie au compte-gouttes.

La loi sur les loyers trouve ses fossoyeurs dans les propres rangs du Bloc des Gauches : le radical André Hesse et le social-patriote Levasseur, prétendu défenseur des locataires,

La réintégration des cheminots et des fonctionnaires révoqués pour faits de grève ou délits d'opinion se heurte à la résistance des Compagnies de chemins de fer et subit un sabotage sournois de la part des ministres du Bloc des Gauches. Le gouvernement est impuissant à briser cette résistance qu'il rencontre encore dans l'application de la loi de huit heures. Le Bloc des Gauches est au pouvoir, mais on ne s'en aperçoit guère.

Le Bloc des Gauches avait promis les 1.800 francs aux fonctionnaires. Qu'est devenue cette promesse ? Au lieu d'une augmentation de traitement, la politique de Herriot-Poincaré amène une recrudescence de vie chère.

Le capital n'a pas encore été imposé, mais les travailleurs continuent à payer de lourds impôts dont on n'envisage nullement la revision ni la moindre réduction. Au contraire, le système fiscal est appliqué avec une brutalité que ne désavouerait pas un ministre du Bloc National (pénalité de 10 p. 100 prévue pour retard dans le paiement des impôts). Et, cependant, le social-chauvin Vincent Auriol est président de la Commission des finances à la Chambre des députés !

Qu'on aborde l'une quelconque des questions inscrites au programme du Bloc des Gauches, la conclusion est la même : pas de réalisation pratique pouvant satisfaire ses électeurs du 11 mai.

La preuve est faite, et tous les travailleurs socialistes doivent en convenir, que les chefs socialistes trahissent la cause prolétarienne et désertent le terrain de la lutte de classe au profit de la bourgeoisie ; vote des crédits de la Ruhr, amendement étouffant les débats sur l'amnistie au Sénat, etc.

Le Bloc Ouvrier et Paysan, c'est la paix

Camarades ouvriers, paysans et soldats,

A la politique de marchandages et de confusionnisme du Bloc des Gauches, le Parti Communiste oppose les mots d'ordre concrets et clairs du Bloc Ouvrier et Paysan et offre à nouveau aux travailleurs socialistes et réformistes de réaliser le front unique en vue d'atteindre, par la pratique de la lutte des classes, sous forme de démonstrations publiques, de meetings, avec des moyens d'action et de pression de toutes sortes, les objectifs élémentaires et immédiats suivants :

1° Sur le plan international :

Evacuation immédiate de la Ruhr ;

Reconnaissance de la Russie des Soviets ;

Paiement des réparations par les capitalistes allemands et français ;

Suppression de l'aide financière et morale à la Petite-Entente et à la Pologne.

2° Sur le plan national :

Amnistie la plus large ;

Réintégration sans réserves de tous les employés et fonctionnaires frappés pour faits de grève ou délits d'opinion ;

1.800 francs aux fonctionnaires ;

Application stricte de la journée de huit heures ;

Lutte contre la vie chère ;

Réduction immédiate du service militaire, etc...

Le règlement de la paix est lié étroitement aux questions internationales que nous venons d'énoncer et les travailleurs ne peuvent compter sur des satisfactions dans le domaine économique qu'autant que ces questions auront reçu des solutions conformes aux intérêts de la classe ouvrière des pays intéressés.

Camarades ouvriers, paysans et soldats,

Aux tentatives du Bloc des Gauches, qui ne fait que les affaires de la bourgeoisie et de la Haute Finance en refoulant au dernier plan les intérêts immédiats et les plus élémentaires de la classe ouvrière et pay-

sanne, le Parti Communiste oppose sa claire et vigoureuse formule d'action révolutionnaire et dit aux travailleurs de toutes tendances :

« Vous avez voté le 11 mai pour des promesses de réformes que vous avez cru réalisables dans le cadre du régime capitaliste. Vous devez constater avec nous, aujourd'hui, que le Bloc des Gauches n'a rien détruit de ce que le Bloc National a créé pour la consolidation de ce régime. Vous faites toujours les frais d'une politique qui continue à servir les intérêts de la classe possédante. Vous devez reconnaître aujourd'hui que nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous avons dénoncé le Bloc des Gauches comme déguisement du Bloc National et prévu la trahison de ceux que vous avez élus pour seconder Herriot-Poincaré ».

« C'est dans le Bloc Ouvrier et Paysan que vous devez prendre place ; c'est par le Bloc Ouvrier et Paysan que les travailleurs des villes, des champs, les soldats imposeront à la bourgeoisie défendue par le Bloc des Gauches leur volonté inébranlable et réfléchie de régler eux-mêmes le problème de la paix, d'accord avec les travailleurs des autres pays. »

A tous les blocs nationaux de trahison et d'exploitation internationale, il faut, partout, opposer, sur un front unique et compact, le Bloc des Ouvriers et des Paysans dressés pour la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Ouvriers, Paysans et Soldats, vous vous grouperez autour des mots d'ordre précis du Parti communiste pour la réalisation immédiate de toutes vos revendications ; vous rejoindrez en foule toutes les organisations révolutionnaires du Parti et de la C.G.T.U. pour forcer le Bloc des Gauches à vous céder sa place, puisqu'il n'est pas capable de vous apporter la paix et le bien-être.

Vive le front unique de tous les exploités !

Vive le Bloc Ouvrier et Paysan !

Vive l'Internationale Communiste !

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI.

XIII

Jaurès sous le Drapeau rouge de la Révolution prolétarienne

Entre Jaurès et Lénine, les divergences sont profondes. Le premier représentait l'idéalisme historique ; le second restera l'incarnation géniale du matérialisme historique.

Cependant, depuis le début de l'année 1913 et au fur et à mesure qu'il sentait s'approcher le grand choc impérialiste de 1914, Jaurès abandonnait l'une après l'autre ses plus graves illusions pacifistes et démocratiques. Il inclinait de plus en plus nettement vers les solutions révolutionnaires. Il était effrayé du chauvinisme et de l'esprit impérialiste de la bande radicale qui va suivre hypocritement son cercueil cet après-midi. Il la flagellait sans pitié et recevait en échange ses injures incessantes.

La veille de sa mort, il était menacé du poteau d'exécution par un membre radical du ministère Viviani.

Toute la collection de l'*Humanité* de 1913 et des sept premiers mois de 1914 est là pour attester l'ampleur et la rapidité de son évolution vers l'idée révolutionnaire.

L'erreur qu'il emporta avec lui fut de conserver quelque confiance dans la bonne foi pacifiste de certains groupes capitalistes dits « de gauche ». Les vues idéalistes l'attardaient dans certaines conceptions naïves de la lutte contre la guerre que le communisme a complètement rejetées.

Le communisme, au contraire, déclare que la guerre impérialiste ne pourra être tuée et tarie dans ses sources que par la guerre civile révolutionnaire des masses opprimées contre les forces de la bourgeoisie capitaliste.

Jaurès ne soupçonnait évidemment pas la formidable réserve d'impérialisme que renfermaient à la fois le capitalisme et la social-démocratie.

Sa mémoire n'appartient pas à ceux qui s'emparent scandaleusement de son cadavre pour s'en faire un piédestal et masquer leurs reniements.

Si Jaurès ne peut pas être placé tout près de Lénine, il est aux antipodes des Blum, Paul Faure, Noske et Scheidemann d'aujourd'hui.

Il appartient, lui, à la Révolution ; ils appartiennent, eux, sans contestation possible, à la contre-révolution.

De Jaurès à Lénine, il y a la route en avant du socialisme, à travers les formidables expériences de ces dix dernières années, vers les méthodes éprouvées de pensée, d'analyse, de tactique et de stratégie révolutionnaires.

De Jaurès à Renaudel et au fascisme, il y a l'effarante régression de la social-démocratie française et internationale vers les pires et les plus répugnants attentats contre le mouvement révolutionnaire.

Jaurès était, comme nous, l'ennemi déclaré de la bourgeoisie. Il a été tué par la convergence des haines déchaînées du chauvinisme et de l'impérialisme.

Il a été la première victime de la révolution mondiale. Sa mort a commencé la longue lignée des milliers de martyrs qui sont tombés après lui en Russie, en Allemagne, en Hongrie, dans les Balkans.

Aussi bien, l'utilisation du cadavre de Jaurès contre le prolétariat, contre la Révolution russe, contre l'idée de la lutte des classes, par ceux qui ont tout renié pour se rapprocher de la bourgeoisie, par ceux qui viennent de voter les fonds secrets réclamés par le capitalisme dirigeant, constitue-t-elle un des scandales les plus écœurants de la triste histoire des temps présents.

Jamais Jaurès n'aurait accepté cela. S'il pouvait se redresser, si son puissant cerveau pouvait reprendre le cours de sa pensée, avec quels accents ne fustigerait-il pas l'abominable imposture politique qu'on prétend consacrer sur son souvenir.

Ceux qui, partis jadis de son entourage immédiat, l'ont renié en fait des centaines de fois, pour les trente deniers du pouvoir bourgeois, poussent aujourd'hui la lâcheté jusqu'à ne plus voir en lui que le « grand patriote » et le « grand orateur ».

Ils cherchent à l'assassiner une seconde fois en ensevelissant sous un voile pudique d'oubli ce qui a été l'essentiel de sa vie et lui a valu sa mort : ses luttes acharnées contre le chauvinisme, contre l'impérialisme, contre le capitalisme exploiteur.

Leurs concessions à la bourgeoisie de droite, leurs engagements de lutter contre le communisme et de tenter d'abattre, avec lui, l'idée même de la révolution, ont ouvert la porte au déchaînement de l'activité fasciste en France.

Ils iront jusqu'au bout de la trahison et de la honte.

Le Parti Communiste reste le seul héritier des traditions et de l'histoire révolutionnaires du prolétariat français.

Il appelle la masse ouvrière à célébrer le souvenir de Jaurès révolutionnaire, ennemi du capitalisme et de l'impérialisme.

Tous les travailleurs se masseront autour des drapeaux rouges que Jaurès n'aurait jamais consenti à désertier.

Ils laisseront autour des palabreurs officiels les Judas de la social-démocratie, les anciens ministres de Clemenceau, comme l'année dernière, à l'inauguration du monument de Carmaux, les bourgeois de droite et de gauche et l'ensemble de ceux qui entreprennent aujourd'hui de se servir de Jaurès après avoir contribué à l'assassiner.

Le Bureau Politique du Parti.

Situation italienne — Thèse du Bureau politique

La crise du fascisme

Les modifications survenues depuis plusieurs mois dans la politique italienne et que les élections du 6 avril et l'assassinat de Matteotti ont mises en relief, s'expriment par la réduction de plus en plus marquée de la base actuelle du fascisme. Né de l'ébranlement économique consécutif à la guerre impérialiste, le fascisme représentait la petite-bourgeoisie qui, appuyée par la bourgeoisie, arrive au pouvoir et est contrainte d'appliquer non son propre programme, mais celui du capitalisme. La contradiction entre le programme primitif du fascisme et ses réalisations marque sa décadence idéologique ; le fascisme n'a tenu aucune de ses promesses sociales. Il n'a réalisé ni l'affermissement des salaires, ni l'impôt progressif sur le capital, ni le relèvement du change, ni l'organisation de la lutte contre la grande spéculation. Il a réduit le niveau de vie des ouvriers, accentué la crise des classes moyennes, accablées sous le poids des taxes, de la législation des loyers, etc. Sa tentative de créer un état de violence fasciste a déchaîné les antagonismes entre la vieille bureaucratie et la nouvelle, entre l'armée régulière des officiers de métier et la nouvelle milice fasciste. Enfin, la répression qui a chassé les ouvriers qualifiés et spécialistes a infériorisé l'industrie italienne, orienté les industriels vers l'opposition, accentué la lutte entre eux et les agrariens. Ainsi se réalise, d'une part, une solidarité chaque jour plus grande d'intérêt des classes exploitées et une contradiction chaque jour plus vive entre les intérêts des diverses catégories de la classe exploitante.

Les oppositions

Dans une telle situation objective, la volonté de lutte du prolétariat, dirigée, orientée, organisée par son Parti communiste, peut et doit devenir l'élément déterminant. S'il est vrai que la volonté révolutionnaire du prolétariat ne peut créer les forces objectives, il n'est pas moins vrai que, lorsque les forces objectives sont réalisées, le rôle de celle-ci et de son animateur, le Parti communiste, est un rôle de premier plan ; son incompréhension aboutirait à la sous-estimation de la tâche du Parti communiste condamnée par l'Internationale comme la base logique de tout opportunisme.

Notre parti ne saurait se contenter d'assister au procès de désagrégation du fascisme, il doit accélérer le processus ; les objectifs fixés pour cela au Parti communiste italien, au 5^e Congrès, demeurent justes. Premièrement, abattre le fascisme ; deuxièmement, écarter les oppositions de la scène politique ; troisièmement, grouper autour de lui les couches ouvrières et paysannes en vue d'une action pour la conquête du pouvoir.

Notre Parti réalisera ces objectifs à condition qu'aucune illusion ne subsiste dans ses rangs sur la capacité et la volonté de lutte anti-fasciste des oppositions. L'opposition est un élément du fascisme ; celui-ci représente un amalgame de réaction franche et brutale et de démagogie sociale.

De son côté, l'opposition est un agglomérat de partis, hier encore solidaires du fascisme ; encore liés à lui par de solides intérêts de classe. Ils manœuvrent pour conclure un compromis en essayant de sauver ces formules intransigeantes grâce auxquelles ils ont acquis un prestige auprès des classes moyennes et de certaines couches du prolétariat.

Entre l'opposition et le fascisme, aucune bataille de fond ne saurait se livrer. La retraite sur le mont Aventin a été le premier acte de la comédie contre-révolutionnaire que joue l'opposition. Le mont Aventin a été la digue destinée à retenir et à réfréner l'élan révolutionnaire des masses, à substituer à la bataille révolutionnaire générale la petite lutte constitutionnelle, à parlementariser, à légaliser, c'est-à-dire annihiler la bataille anti-fasciste. En propageant le désarmement au moment même où l'ostracisme local devient plus insupportable, les oppositions précisent leur caractère vraiment contre-révolutionnaire, leur position de complices honteux du fascisme. Cette trahison à laquelle participent le Parti socialiste unitaire et le Parti maximaliste, doit être dénoncée avec vigueur par notre Parti comme le premier chaînon d'une longue série de trahisons. Les partis de l'opposition réaliseront le compromis avec le fascisme, soit immédiatement, soit après avoir engagé un semblant de lutte ; mais leur rôle historique est d'assurer le maintien de la domination bourgeoise, l'asservissement des classes laborieuses italiennes. Il a été faux de dire que le fascisme allemand avait vaincu la République de novembre ; il serait aussi faux de penser que l'opposition italienne vaincra le fascisme. Il n'y aura pas lutte entre l'opposition et le fascisme, victoire de l'opposition sur le fascisme, mais substitution à la dictature ouverte de la bourgeoisie d'une dictature plus cauteleuse et plus hypocrite. Intégrés désormais dans le bloc bourgeois de gauche, les Partis socialistes participeront à cette transformation.

Dans une conjoncture semblable, l'attitude de notre Parti ne saurait être une attitude de neutralité ou d'attente des temps meilleurs ; notre Parti communiste n'est pas l'extrême-gauche de l'opposition, il est le noyau fondamental autour duquel doivent se grouper les larges masses dans leur lutte contre le fascisme ; il doit se convaincre et convaincre le prolétariat italien qu'il est la seule puissance de luttes victorieuses contre la dictature fasciste. C'est sur ses forces que le Parti doit compter pour entraîner le prolétariat dans la lutte.

L'ère démocratico-pacifiste

L'ère démocratico-pacifiste ne saurait être pour le Parti communiste une période d'expectative. Le 5^e Congrès a indiqué que l'ère démocratico-pacifiste actuelle, outre qu'elle n'était pas la « répétition pure et simple de la période démocratique d'après-guerre, où les partis ouvriers eux-mêmes étaient imbus d'idéologie bourgeoise, était de plus l'indice du délabrement du capitalisme, de son déclin, de sa crise irrémédiable. Elle est l'expression et le symptôme d'une lutte de classe moule dont l'issue dépend en grande partie du rôle et de l'attitude du Parti communiste. Notre Parti n'est pas seulement un élément de cette situation générale, il n'en est pas seulement un produit, mais un facteur. De son attitude dépend partiellement la physionomie d'ensemble de la situation.

Abattre le fascisme et écarter l'opposition de la scène politique constitue pour notre Parti communiste deux mots d'ordre complémentaires. Le Parti communiste est le bélier qui doit frapper et abattre le fascisme. La lutte contre les oppositions ne doit pas être une lutte isolée, mais faire partie de la lutte générale contre le fascisme ; l'opposition doit être dénoncée comme le complice du fascisme. Le Parti communiste ne doit pas attendre que l'opposition se discrédite elle-même, il doit intervenir pour accélérer ce discrédit, pour rendre évident, aux yeux des ouvriers, l'incapacité de lutte des bourgeois oppositionnels. Les campagnes de presse, la propagande générale, ne seront pas suffisantes pour discréditer l'opposition ; bien des ouvriers ont confiance en elle et ne s'en écarteront que lorsqu'elle faillira dans l'action. Aussi notre Parti ne saurait renoncer à renouveler des propositions concrètes d'action aux oppositions. Il doit leur proposer des moyens pratiques (grève générale) pour faire aboutir leurs propres revendications. Ce n'est que dans la

mesure où il exploitera auprès des masses le refus de l'opposition que les ouvriers reconnaîtront dans celle-ci l'auxiliaire inavouée du fascisme et verront dans le Parti communiste le seul dirigeant de la lutte.

Le Parti Communiste et les maximalistes

Le développement des événements a démontré la justesse de la ligne politique de l'Internationale concernant les rapports avec le parti maximaliste. Il est clair qu'après la scission de Livourne, l'I. C. ne pouvait renoncer à conquérir les ouvriers italiens demeurés dans le P. S. Les décisions du 4^e Congrès, intervenant après le vote du Congrès Socialiste de Rome, devaient hâter le regroupement révolutionnaire du prolétariat italien. La fusion décidée par le 4^e Congrès fut retardée par la répression fasciste, par l'opposition de la droite socialiste et aussi par la fausse position des dirigeants du Parti communiste italien. La réalisation de la fusion au lendemain du 5^e Congrès doit favoriser le regroupement des forces prolétariennes autour de la 3^e Internationale.

Elle a laissé cependant encore dans les rangs du Parti socialiste des ouvriers que l'Internationale doit conquérir. La sortie des ouvriers maximalistes de leur parti et leur entrée dans les rangs communistes pendant la dernière campagne de recrutement constitue un symptôme qu'il faut saluer avec joie. En même temps, le Parti communiste ne doit pas renoncer à constituer à l'intérieur du Parti socialiste un courant qui lui soit favorable et qui, sous notre pression à l'intérieur des usines et des entreprises, acceptera nos propositions avant que les chefs aient eu le temps d'y répondre. Chaque fois que notre Parti s'adressera aux oppositions, il se fera particulièrement pressant vis-à-vis des socialistes. A propos des élections administratives, il prendra l'initiative de proposer aux sections socialistes la constitution de comités ouvriers et paysans antifascistes sur un programme de classe concrétisé par quelques mots d'ordre accessibles et vivants : « Dissolution et désarmement de la Milice ! Mise en accusation de Mussolini ! Armement d'une milice ouvrière ! » destinés à mettre en lumière que l'écrasement du fascisme ne sera pas le résultat de la chute du ministère actuel, mais de la lutte révolutionnaire des masses. A la veille du Congrès confédéral, il devra faire accepter par les groupes d'ouvriers socialistes ses propositions contre la direction de la C. G. T., inféodée à l'Etat bourgeois.

Le mouvement syndical

Comme le lui a indiqué le 5^e Congrès, le Parti communiste italien doit s'efforcer de redonner plus de vigueur au mouvement syndical. L'obligation faite à tous les membres d'être syndiqués, la défense de la liberté syndicale, l'organisation des comités syndicaux communistes et des comités d'usines, et surtout la lutte pour l'unité syndicale nationale et internationale, sont les moyens pratiques qui permettront au Parti communiste d'atteindre cet objectif. Notre Parti devra profiter de l'expérience internationale pour déterminer sa tactique dans le mouvement syndical ; les exclusions prononcées par la Confédération, les manœuvres de celle-ci contre l'entrée d'ouvriers communistes et contre les Bourses du Travail imposent à notre Parti l'étude d'une stratégie souple employée contre les dirigeants réformistes ; les communistes devront coûte que coûte pénétrer dans les vieux syndicats et y demeurer. Tout geste de notre Parti tendant à l'organisation même provisoire des ouvriers exclus serait interprété comme un acte de division syndicale. Dans le moment présent, une fausse manœuvre dans ce domaine peut avoir une répercussion décisive sur l'influence de notre Parti. Celui-ci ne doit à aucun prix donner prétexte aux arguments des adversaires réformistes, seuls les laquais d'Amsterdam doivent apparaître aux yeux des ouvriers, même les moins éduqués, comme les saboteurs de l'unité ouvrière.

La préparation du Congrès confédéral doit être le centre des préoccupations de notre Parti. Celui-ci doit s'attacher, notamment, à la défense de ces deux revendications : 1^e lutte contre la suppression des Bourses du Travail ; 2^e lutte pour la transformation organique des fédérations de métier, avec le mot d'ordre : les syndicats à l'usine. Il liera ses revendications à la lutte pour l'unité syndicale, à la lutte contre le fascisme et aux propositions de moyens pratiques, grève générale. Il s'efforcera d'entraîner les ouvriers maximalistes dans toute cette action. En même temps, il placera les chefs du Parti socialiste italien en présence du dilemme : ou avec les saboteurs des Bourses du Travail ou avec les communistes.

Enfin, notre Parti continuera à lutter pour la liberté syndicale et contre le monopole des organisations fascistes. Mais il ne saurait encourager la sortie des syndiqués de ces corporations ; les phénomènes de panique qui se sont manifestés dans les rangs fascistes au lendemain de l'assassinat de Matteotti démontrent mieux qu'aucune théorie la nécessité de miner de l'intérieur les corporations fascistes où les communistes, dans un moment de crise, peuvent et doivent jouer un rôle décisif.

Le problème du pouvoir

Notre Parti communiste doit tenir compte, dans la détermination de sa tactique, de la situation générale du rapport des forces, du niveau de combativité de la classe ouvrière, mais il ne peut être un parti révolutionnaire s'il se borne à enregistrer ce que pense et ce que sent la masse ouvrière. Il doit marcher en tête de la masse ouvrière, voir plus loin que cette dernière, entraîner à sa suite le prolétariat et non se traîner à sa remorque. Il est le chef politique de la classe ouvrière, qu'il doit élever à son niveau. La passivité des ouvriers italiens ne disparaîtra pas toute seule, mais sous l'effet de l'intervention du Parti communiste et dans la mesure où celui-ci montrera que le problème du pouvoir est à l'ordre du jour.

La lutte pour le pouvoir consiste dans la liaison de plus en plus solidement établie avec les masses ouvrières et paysannes, dans le dépôt de revendications vivantes et susceptibles d'être soutenues par les travailleurs, dirigées dans la ligne de la révolution et rattachées au but final ; le mot d'ordre de constitution des comités ouvriers doit avoir un contenu de revendications concrètes. En particulier, le Parti communiste doit profiter des besoins actuels de l'industrie italienne pour prendre en mains les revendications touchant à l'émigration ; il doit être le dirigeant de la lutte contre la vie chère, contre les taxes gouvernementales et la législation des loyers, pour la journée de huit heures et le réajustement des salaires ; il intensifiera l'action de sa section agraire, poursuivra la liaison entre le prolétariat industriel du Nord et les ouvriers agricoles du Midi ; il luttera pour la liaison étroite avec le prolétariat russe. Il liera toute l'action du prolétariat italien avec celle du prolétariat des colonies. En outre, il propagera les mots d'ordre de grève générale au cas d'une offensive fasciste. Il travaillera à la préparation d'un Congrès d'ouvriers et de paysans italiens. Toute cette propagande sera liée par lui à sa propagande en faveur de l'armement du prolétariat et de la constitution de centuries prolétariennes.

Conclusion

Le 5^e Congrès a condamné les déviations d'ultra-gauche, il a condamné la fausse conception du Parti italien sur la conquête de la majorité, le front unique, les rapports avec les autres partis ouvriers ; il a affirmé qu'il n'y avait rien à gauche de la ligne léniniste de l'I. C. et les déviations de gauche sont souvent des réactions contre l'opportunisme de droite

et la fausse compréhension du rôle des dirigeants de notre Parti Dans la période actuelle, le Parti communiste italien ne sera définitivement à l'abri des retours malsains du gauchisme que dans la mesure où il sera parfaitement conscient de son rôle de dirigeant, de guide qualifié et sûr du prolétariat italien.

LE BUREAU POLITIQUE

XIV

Thèses sur la Situation anglaise

1) Le gouvernement Mac Donald a été, en fait, un gouvernement de la bourgeoisie anglaise, qu'il a aidée à manœuvrer dans l'époque la plus difficile de la Conférence de Londres, au cours de la lutte acharnée contre les colonies et de la résistance croissante du prolétariat anglais à l'offensive de sa bourgeoisie :

a) Non seulement la question de la nationalisation n'a pas été posée, mais le chômage s'est encore accentué, la question du salaire national minimum est restée en suspens, la crise du logement a conservé toute son acuité, les grèves ont été brisées et sabotées ;

b) La politique coloniale des impérialistes a été continuée aux Indes, en Mésopotamie, en Egypte. On a continué à opprimer les ouvriers d'Irlande ;

c) Le gouvernement travailliste s'est associé aux impérialistes américains et français et aux capitalistes allemands pour élaborer et mettre à exécution le plan Dawes, destiné à coloniser l'Allemagne et à asservir le prolétariat international. Il a approfondi par là la crise économique en Angleterre.

Il a poursuivi la politique d'armements navals de la bourgeoisie anglaise.

Le gouvernement Mac Donald au service de la bourgeoisie anglaise

2) La bourgeoisie anglaise tout entière a exigé :

a) L'exécution intégrale par le gouvernement Mac Donald de sa volonté de classe ;

b) L'exercice de poursuites contre les communistes et les ouvriers de gauche, afin d'amener la scission dans le Labour Party ;

c) Une coalition formelle entre la droite du Labour Party et le parti libéral, afin d'organiser plus facilement l'offensive contre le niveau de vie des travailleurs anglais et compromettre ainsi le Labour Party ;

d) La création d'un bloc bourgeois anti-ouvrier.

Les masses anglaises se révolutionnent lentement

3) En même temps s'est manifestée une *révolutionnarisation* lente, mais profonde des masses anglaises, caractérisées par :

a) La croissance du désir du pouvoir chez le prolétariat anglais ;

b) Une compréhension plus nette de la liaison nécessaire entre la lutte économique et la lutte politique ;

c) Une sympathie croissante à l'égard de la Russie des Soviets, le seul Etat qui ait vaincu la bourgeoisie ;

d) Une conscience de plus en plus claire de la nécessité de socialiser la production pour venir à bout de la crise ;

e) Des efforts pour réaliser l'unité syndicale en vue d'organiser la lutte contre le plan Dawes et l'offensive du capital ;

4) La pression des masses sur le gouvernement Mac Donald, qui se manifesta le plus énergiquement à propos de la reconnaissance de l'U. R. S. S. et des poursuites contre les communistes, a mis le gouvernement du Labour Party entre deux classes et a amené ainsi sa chute parlementaire ;

5) Les chefs de la gauche du Labour Party : Cook, Purcell, etc., en entretenant l'illusion que le gouvernement Mac Donald pourrait, grâce à une meilleure combinaison parlementaire, défendre les intérêts du prolétariat, paralysent le développement de la conscience révolutionnaire de ce dernier. Ils croient encore pouvoir combattre la bourgeoisie par des moyens pacifiques et démocratiques.

Mais ils sont en même temps l'expression de la résistance croissante du prolétariat anglais qu'ils sont contraints de soutenir contre l'offensive de la bourgeoisie.

L'offensive accrue de la bourgeoisie

6) Les efforts croissants de la bourgeoisie anglaise pour rejeter sur le prolétariat tous les frais de la crise actuelle, crise aggravée par :

a) Le rapprochement du charbon allemand et du minerai français sous le contrôle américain ;

b) L'accentuation de la concurrence européenne, résultat du plan Dawes ;

c) Le détachement croissant des colonies anglaises de la métropole. Tout cela représente un danger immédiat d'offensive directe contre le prolétariat mondial, démasque définitivement les illusions démocratico-pacifistes et exige :

a) Que nous redoublions d'ardeur dans la lutte pour l'unité syndicale ;

b) Que nous propositions au Labour Party une action commune sur la base de revendications immédiates ;

c) Que le Parti communiste utilise la campagne électorale pour montrer aux masses populaires l'inévitabilité de la lutte contre la bourgeoisie par tous les moyens, y compris les moyens révolutionnaires.

Les tâches du Parti Communiste britannique

7) Le Parti Communiste britannique, avant-garde du prolétariat, malgré sa faiblesse numérique, doit, dans la situation actuelle, agir comme suit :

a) Se présenter de façon indépendante dans la campagne électorale et développer autour de ses candidats son propre programme et sa propre tactique ;

b) Eclairer les masses sur le véritable caractère du gouvernement Mac Donald, qui a défendu les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat anglais ;

c) Exiger du Labour Party l'abandon complet de la tactique de coalition anonyme avec la bourgeoisie, une rupture complète avec l'ancienne politique coloniale, impérialiste, ainsi que la *défense et l'application du programme de Hull* par tous les moyens révolutionnaires ;

d) Pratiquer une critique énergique des chefs de la gauche : Cook, Purcell, etc., pour les forcer à organiser véritablement la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière ;

e) Expliquer, partout où le P. C. ne pourra pas présenter de candidats et où les ouvriers révolutionnaires sous sa direction voteront pour le Labour Party, que ce geste ne signifie nullement un accord avec le gouvernement Mac Donald ou sa politique. Ce n'est qu'une manifestation

de front unique, pour donner une fois de plus aux millions de travailleurs qui suivent encore le Labour Party l'occasion de se convaincre que, même dans les meilleures conditions parlementaires, un gouvernement travailliste continuera à faire la politique de la bourgeoisie. En même temps, le Parti communiste doit organiser dans tout le pays des assemblées du prolétariat pour exiger du Labour Party :

- 1° Rupture complète avec la bourgeoisie et sa politique ;
- 2° Emploi des moyens révolutionnaires dans la lutte pour le programme de Hull ;
- 3° Contre le gouvernement Mac Donald ;
- 4° Rupture avec l'ancienne politique colonialiste ;
- f) Expliquer que, quelle que soit l'issue de la campagne électorale, la tâche primordiale reste la mobilisation des masses pour la résistance organisée contre l'offensive du capital.

XV

Appel du P. C. F. aux Travailleurs anglais

Les travailleurs français suivent avec un grand intérêt les luttes poursuivies et les progrès réalisés par les travailleurs anglais pour l'amélioration de leur sort.

Nous savons que les Trade-Unions représentent une force ouvrière qui a déjà fait trembler plus d'une fois la bourgeoisie. Nous savons aussi que le jour où ces puissantes Trade-Unions seront gagnées à la lutte des classes, les jours de la bourgeoisie seront comptés.

Les illusions des ouvriers anglais envers le Labour Party

Malheureusement, nos camarades anglais, en grosse majorité, font encore confiance aux « Travaillistes » du Labour Party.

Quand, il y a dix mois, les « Travaillistes », avec Mac Donald à leur tête, furent portés au pouvoir, par le jeu de la constitution parlementaire, nos camarades anglais eurent de grandes illusions, ils fondèrent de grands espoirs et pensèrent — comme les travailleurs français à l'avènement du Bloc des Gauches — que vraiment une « ère nouvelle » commençait.

Ils crurent que le gouvernement travailliste qui prenait le pouvoir par le moyen parlementaire allait réaliser le programme socialiste de la II^e Internationale, et accomplir ainsi la Révolution sans heurt, sans violence et sans dictature.

Mais voilà que le même « jeu du hasard » parlementaire qui avait porté Mac Donald au pouvoir, l'en a chassé et les travailleurs peuvent maintenant dresser le bilan de l'expérience travailliste.

Résultats de l'expérience travailliste

Les mines n'ont pas été nationalisées, le problème du chômage n'a pas été solutionné, le salaire national minimum est resté en suspens. Les grandes grèves ont été sabotées et brisées par les mouchards et la police du gouvernement travailliste.

La politique coloniale d'exploitation et d'oppression a été continuée et renforcée en Egypte, aux Indes, en Afrique, en Mésopotamie, etc... On a refusé le droit d'organisation aux travailleurs des Indes et de l'Egypte.

L'Irlande est encore terrorisée par l'impérialisme anglais et des ouvriers qui ont lutté pour son indépendance, « au nom du libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », sont maintenant en prison.

Sous le couvert d'un pacifisme tapageur, la construction de cuirassés, d'avions et de toutes sortes d'engins de guerre a été poursuivie et accentuée.

Le Gouvernement travailliste et le Plan Dawes

Le gouvernement travailliste s'est associé aux impérialistes américains et français et aux capitalistes allemands pour l'élaboration et l'exécution du plan Dawes de colonisation de l'Allemagne. Ce plan consacre l'asservissement et l'appauvrissement du prolétariat allemand et ses conséquences seront supportées par le prolétariat mondial qui subira le chômage, la vie chère et les longues journées de travail pour de bas salaires.

Le gouvernement travailliste a accordé quelques améliorations superficielles pour mieux masquer sa politique antiouvrière ; en fait, par l'influence neutralisante qu'il exerçait sur le prolétariat, il a servi et soutenu l'impérialisme anglais mieux qu'auraient pu le faire les libéraux et les conservateurs.

L'opposition dans le Labour Party

Pourtant, nous sommes heureux d'enregistrer qu'un grand nombre de travailleurs des Trades-Unions, et notamment les mineurs, n'ont pas suivi les « travaillistes » dans leurs multiples trahisons. Malgré l'habileté politique de Mac Donald, malgré les affirmations enthousiastes des chefs social-démocrates de la II^e Internationale qui soutiennent le plan Dawes, une opposition s'est formée qui a dénoncé le plan de la haute finance internationale et qui a décidé de lutter contre son application.

Au récent Congrès de Hull, cette importante fraction a clairement manifesté son désir de s'entendre avec les travailleurs des autres pays pour poursuivre la lutte contre le plan Dawes. Elle a acclamé les propositions de front unique faites par la Fédération unitaire des Mineurs et par la Confédération Générale du Travail Unitaire française. Elle a fortement manifesté son désir de voir se reconstituer l'unité syndicale dans tous les pays par un Congrès de fusion des deux Internationales de Moscou et d'Amsterdam.

Au moment où l'impérialisme poursuit dans tous les pays une lutte sans merci contre les travailleurs, ceux-ci doivent s'unir de plus en plus étroitement, internationalement s'ils veulent lutter à armes égales et abattre le capitalisme.

Dans cette offensive du capital, les travailleurs anglais seront les premiers à subir les conséquences du plan Dawes, qui, en augmentant la production minière et métallurgique, provoquera un chômage plus grand dans toutes les industries et aggraverà encore la misère du prolétariat.

La II^e Internationale au service des impérialismes

Le capitalisme anglais et international avait besoin d'un agent pour faire accepter son programme.

Ce qui n'aurait pu être présenté directement, il l'a fait présenter par les leaders de la II^e Internationale. Par tous les moyens, il lui fallait lutter contre la classe ouvrière, il devait faire accepter le plan Dawes, il avait besoin d'un briseur de grèves, au nom de l'intérêt général, au nom du relèvement économique : il se servit des représentants de gauche de la bourgeoisie, en l'occurrence les chefs du Labour Party.

Le capitalisme anglais avait besoin de faire accepter à la classe ouvrière, sous le couvert de la lutte contre la guerre, la S. D. N. Il a trouvé dans Mac Donald et les dirigeants du Labour Party les meilleurs auxiliaires. La S. D. N., antichambre de la diplomatie capitaliste et des guerres impérialistes, couvre sans protestation les massacres coloniaux

et la tentative contre-révolutionnaire de Géorgie. Ainsi, le capitalisme anglais se sert de la II^e Internationale, de l'Internationale d'Amsterdam, de toutes les illusions démocratiques créées par les organisations réformistes pour battre le mouvement ouvrier.

Après cette mauvaise expérience du « *gouvernement travailliste-providence* », les ouvriers anglais doivent à côté de l'action parlementaire mener une action directe de classe au sein des Trades-Unions. Si le travaillisme a pu si facilement trahir ses engagements, s'il a soutenu les intérêts de la bourgeoisie au lieu de soutenir les intérêts du prolétariat, c'est que la grande masse des ouvriers lui a fait aveuglément confiance et qu'elle a accepté la collaboration des classes.

Les politiciens capitalistes, libéraux et conservateurs en utilisant les travaillistes et en s'unissant ensuite pour les chasser du pouvoir au moment où Mac Donald devenait inutile et encombrant, ont démontré qu'ils savaient employer les méthodes de lutte de classes ? Que cet exemple serve aux travailleurs anglais non seulement pour se débarrasser des politiciens travaillistes au moment où ils trahissent, mais aussi pour mener la lutte contre leurs impérialistes.

La lutte internationale contre le plan Dawes

Au moment où l'impérialisme mondial sous les auspices de la haute finance veut imposer à l'Europe son plan d'esclavage du prolétariat, celui-ci doit faire front et se dresser internationalement pour combattre ce plan.

La récente Conférence Internationale de Cologne a invité les travailleurs de tous les pays à s'unir plus étroitement au sein d'une Internationale syndicale unique. Elle a demandé aux travailleurs de France, d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne, etc..., de former immédiatement leur front unique de classe pour défendre les salaires, les huit heures, lutter contre le chômage, la vie chère, etc..., conséquences de l'application du plan Dawes.

Nous renouvelons aux travailleurs anglais ces appels au front unique immédiat et à la réalisation rapide de l'unité syndicale internationale.

Tout en applaudissant la manifestation d'unité syndicale qui s'est affirmée au Congrès de Hull, nous demandons aux travailleurs groupés dans les Trades-Unions de se dresser contre la politique de scission qui est actuellement poursuivie par certains « chefs travaillistes ». Nous leur demandons de faire une pression continue sur leurs militants et sur ceux de l'Internationale d'Amsterdam pour que l'unité syndicale internationale se réalise au plus tôt afin de décupler la force de l'offensive prolétarienne contre la bourgeoisie du monde entier.

La constitution d'un bloc puissant du prolétariat groupé sous le drapeau de la lutte de classes est indispensable pour défendre la Russie des Soviets de plus en plus menacée par l'impérialisme mondial. C'est avec elle que les travailleurs abattront le capitalisme affameur et fauteur de guerres.

Les tâches présentes des ouvriers anglais

En résumé, la tâche présente des ouvriers anglais est d'exiger du Labour Party la rupture complète avec les partis bourgeois. D'une façon claire, ils doivent obliger les dirigeants du Labour Party à montrer quelle politique ils mènent.

Continueront-ils à pratiquer la coalition voilée ou non avec la bourgeoisie ? Continueront-ils la politique impérialiste des Churchill et Curzon dans les colonies et accepteront-ils l'appauvrissement des masses ouvrières au nom de l'intérêt général et de l'application du plan Dawes ? Poseront-ils la question de la nationalisation sans compensation alors que le chômage s'accroît ? Continueront-ils la politique des armements ? Seront-ils les saboteurs du front unique et se refuseront-ils à appliquer le programme minimum de Hull ? Faire cela serait pour les dirigeants du Labour Party faire œuvre anti-ouvrière, accentuerait la pression de

l'impérialisme sur la Russie des Soviets et aboutirait finalement à renforcer le capitalisme au détriment du prolétariat, la réaction mondiale au détriment de la Révolution.

Les travailleurs anglais doivent soutenir l'action du Parti communiste dans la bataille qui s'engage ; ils demanderont aux chefs du Labour Party des réponses claires.

La question est posée :

Pour le prolétariat ou pour le capitalisme impérialiste.

Pour l'action des classes révolutionnaires ou pour les manœuvres occultes et l'action voilée avec la bourgeoisie.

Les travailleurs anglais qui ont été les premiers à défendre la première République des Travailleurs, et qui ont obligé leurs gouvernants à la reconnaître, seront au premier rang, aux côtés des travailleurs des autres pays pour la défendre.

Vive l'union intime des travailleurs de France et l'Angleterre !

Vive le front unique international contre le plan Dawes !

Vive l'unité syndicale internationale au sein d'une Internationale unique !

Paris, le 20 octobre 1924.

LE BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

XVI

Le P. C. F. à ses frères d'Allemagne

Au moment où la réaction du Reich multiplie ses persécutions contre le prolétariat communiste d'Allemagne, le P. C. Français adresse à ses frères de l'autre côté du Rhin son salut de sympathie et de solidarité entière.

Sous les auspices du président socialiste Ebert, la réaction blanche d'Allemagne maintient dans ses geôles 7.000 ouvriers communistes. Chaque jour, ses tribunaux frappent les militants par dizaines. Au lendemain de la dissolution du Reichstag, les 62 élus communistes sont jetés en prison ou recherchés par la police pour être incarcérés.

Le gouvernement de M. Herriot se joint aux policiers allemands pour interdire aux candidats communistes l'entrée dans les régions occupées.

Ces agressions contre les communistes indiquent clairement leur devoir aux prolétaires d'Allemagne et de France.

Pourquoi les gouvernements s'acharnent-ils impitoyablement partout contre les Partis de la 3^e Internationale ? C'est parce que les communistes luttent vigoureusement contre la bourgeoisie ; c'est surtout parce qu'ils se dressent, en ce moment même, de toutes leurs forces, contre l'asservissement des ouvriers allemands et français, si gravement menacés les uns et les autres par l'application du plan Dawes.

Dans ces conditions, en raison des actuelles persécutions, il appartient plus que jamais aux prolétaires des deux côtés du Rhin de mener une action énergique, commune et solidaire contre les projets scélérats de la bourgeoisie américaine et européenne, aidée par les social-démocrates.

Les travailleurs français envoient leur salut fraternel à toutes les victimes de la violence capitaliste allemande. Ils continueront à lutter sans défaillance contre les conséquences du plan des Experts, selon les résolutions de la récente Conférence internationale de Cologne et sous la direction de l'Exécutif et de la 3^e Internationale.

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Le P. C. F. contre les persécutions des Communistes allemands

Le P. C. français assure à nouveau le P. C. allemand de sa complète solidarité au moment où les social-démocrates d'Allemagne, serviteurs et alliés du capitalisme, emprisonnent et persécutent ses meilleurs militants.

Le P. C. français dénonce aux travailleurs ces social-démocrates traitres appartenant à la 2^e Internationale socialiste, qui ont dans leur sein les Noske et Scheidemann, assassins des ouvriers, et qui depuis qu'ils sont au pouvoir, ont fait octroyer par leurs tribunaux des centaines et des centaines d'années de prison aux militants communistes des syndicats, des conseils d'usines et du Parti.

Le P. C. français démasque les social-démocrates allemands au moment où ils profitent des élections au Reichstag pour faire emprisonner tous les députés communistes sortants, pour leur empêcher d'aller porter la parole communiste dans les masses laborieuses et dénoncer leurs multiples trahisons, dont la dernière est l'acceptation du plan Dawes, qu'ils soutiennent aux côtés des impérialistes.

Ils font emprisonner et condamner les militants révolutionnaires en exécution du plan Dawes, qui exige que l'ordre règne en Allemagne, et pour satisfaire aux exigences des capitalistes allemands, qui se servent de ce plan d'esclavage pour s'enrichir, asservir et affamer les travailleurs.

Ils ont fait jeter en prison les élus du peuple, parce qu'ils craignent l'influence grandissante des communistes et qu'ils savent que ceux-ci profiteront de la campagne électorale pour combattre ce plan des gros requins de la finance internationale.

Non seulement ils divisent un peu plus le prolétariat, mais ils tentent de l'écraser en écrasant le Parti communiste allemand qu'ils amputent de ses meilleurs chefs. *C'est un crime qui demande la protestation unanime des travailleurs de tous les pays.*

En France, les social-démocrates S. F. I. O. et de la vieille C. G. T. réformiste, très occupés à défendre les gros capitalistes pétroliers contre le prolétariat géorgien, n'ont pas élevé la moindre protestation. Ils sont les complices de Herriot qui, dans les pays occupés, fait traquer les communistes, en complet accord avec les capitalistes et social-démocrates allemands.

Les social-démocrates allemands ont de fidèles alliés en France qui feront la même besogne contre-révolutionnaire quand ils sentiront que la démocratie bourgeoise qu'ils soutiennent est en danger.

Les récents événements en Angleterre et en Allemagne démontrent clairement aux travailleurs que, dans tous les pays, le bloc de la bourgeoisie est constitué contre le communisme. Les social-démocrates allemands font bloc avec les réactionnaires et les fascistes pour vaincre le prolétariat, et ils exercent une répression qui est aussi féroce que celle que pourrait exercer la bourgeoisie.

Le P. C. français soutiendra le P. C. allemand par tous les moyens en son pouvoir.

Il demande aux travailleurs des villes et des champs d'accentuer leur protestation contre le régime de terreur blanche des social-démocrates ; de profiter de toutes les occasions pour dénoncer la complicité du gouvernement Herriot et de ses alliés les S. F. I. O. qui, par leur silence, sont solidaires et complices des bourreaux social-démocrates allemands.

Le P. C. demande aux cellules d'usines d'adresser immédiatement aux cellules d'usines d'Allemagne leurs résolutions protestant contre l'emprisonnement des communistes et invitant les travailleurs à voter pour eux et à rejoindre en masse le Parti communiste, qui est le seul à défendre leurs intérêts de classe et à préparer la chute du capitalisme.

LE BUREAU POLITIQUE DU P. C. FRANÇAIS.

Le P. C. F. félicite Abd-el-Krim pour ses succès

Groupe parlementaire, Comité directeur du Parti communiste, Comité national des Jeunesses communistes, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el Krim. Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain.

Vive l'indépendance du Maroc !

Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial ! Pour les organismes directeurs : SEMARD, DORIOT.

Un Télégramme du B. P. au Conseil National Egyptien

Le Parti Communiste français salue les efforts de libération nationale de l'Egypte et du Soudan du joug impérialiste anglais.

Le Parti Communiste français appelle les opprimés de toutes les colonies à unir leurs efforts contre les grands pays capitalistes européens.

En particulier, Egyptiens, Soudanais, Tripolitains, Arabes, Marocains doivent s'unir pour se libérer du joug anglais, français, espagnol et italien.

Le Parti Communiste français, par tous les moyens, soutiendra ces mouvements qui doivent aller jusqu'à la lutte armée pour l'indépendance totale.

C'est seulement l'union de mouvements nationaux comme ceux de l'Egypte et de l'Inde avec la lutte du prolétariat anglais qui permettra d'abattre le régime capitaliste en Angleterre.

De même, contre l'impérialisme français, doivent se lier les mouvements des colonies opprimées avec les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière française. — **LE BUREAU POLITIQUE.**

Comité Central d'Action (P. C., J. C., C. G. T. U.)

Le Comité d'Action, devant l'attitude belliqueuse des impérialistes anglais envers le peuple égyptien, propose la formation d'un Comité d'Action International : « Bas les mains devant l'Egypte », pour lutter contre l'intervention des troupes anglaises en Egypte et Soudan. — **LE COMITÉ D'ACTION.**

Le P. C. Français au P. C. Russe

Le P. C. français, depuis le 5^e Congrès, travaille à appliquer les décisions prises sur la réorganisation du Parti et sa bolchevisation.

Le P. C. français s'est déclaré entièrement en accord avec ces décisions et il les a ratifiées dans sa Conférence des Secrétaires fédéraux : il est déjà devenu politiquement plus fort, plus ferme et plus homogène que dans le passé, grâce à l'application de cette politique.

Il a commencé la lutte pour l'homogénéité idéologique sous le drapeau du léninisme.

Il condamne avec force les tentatives de recommencer, sous une forme idéologique, la lutte contre le C. C. léniniste du P. C. russe, tentatives faites par l'opposition guidée par le camarade Trotsky.

Il soutiendra de toutes ses forces la lutte contre toutes les tentatives révisionnistes, d'autant plus dangereuses dans le P. C. russe que celui-ci forme la forteresse idéologique et politique de l'I. C.

C'est seulement sous le drapeau du léninisme que l'I. C. pourra diriger la classe ouvrière, pour le succès décisif de la Révolution prolétarienne.

LE COMITÉ DIRECTEUR.

La lutte contre la Droite

Motion présentée par le premier rayon,
votée à la Conférence nationale du 6 décembre.

Depuis le V^e Congrès mondial, le Bureau Politique, jouissant de la confiance du Parti et de l'Internationale, a mené à bien une tâche formidable : campagnes politiques contre le plan Dawes, pour les huit heures, pour les salaires, pour l'indépendance des colonies et pour l'amnistie ; réorganisation du Parti sur la base des cellules ; bolchevisation et création de cadres, en particulier par l'ouverture de l'école léniniste.

Si notre droit n'avait fait qu'exprimer le point de vue arriéré de certains éléments du mouvement ouvrier, si elle s'était bornée à lutter pour le point de vue de la droite internationale et à défendre les erreurs du trotskysme contre le léninisme, le Parti aurait accepté cette large bataille politique et l'aurait menée jusqu'au triomphe complet du léninisme.

Mais la droite qui, il y a un an, dirigeait en fait le Parti et qui, en luttant contre la fédération de la Seine et contre la C.G.T.U., dispersait les forces révolutionnaires, la droite qui fut une véritable direction de faillite, *se conduit aujourd'hui en ennemie du Parti et de l'Internationale.*

Au moment où le fascisme agresseur, avec la complicité du Bloc des gauches, cherche par sa démagogie sociale d'aujourd'hui à préparer les violences anti-prolétariennes de demain, au moment où toute la bourgeoisie, sous l'impulsion de Daudet et de Millerand, fait front, de l'Action Française au Peuple en passant par le Libéraire et le Quotidien, contre le communisme, défenseur véritable du prolétariat menacé, la droite, infime fraction du Parti, à peine une poignée d'hommes, se joint de l'intérieur à l'ennemi commun de la classe ouvrière et de la paysannerie pour porter en pleine bataille un coup de plus au Parti.

Les armes ramassées par Monatte, Rosmer et Delagarde dans l'arsenal de Pioch et de Frossard sont à l'heure actuelle reprises par toute la bourgeoisie et dirigées contre le Parti et contre l'Internationale.

Ainsi, Monatte, Rosmer et Delagarde participent à l'offensive anti-prolétarienne et anti-communiste menée par les forces combinées du fascisme démagogique et du Bloc des gauches fascisé.

La conférence extraordinaire décide d'exclure Monatte, Rosmer et Delagarde comme ennemis du prolétariat, du Parti et de l'Internationale et de mener dans le sein du Parti aussi bien que parmi les masses travailleuses une lutte acharnée pour amener chaque ouvrier, chaque paysan, chaque travailleur à se grouper autour de son Parti communiste toujours plus fortement uni sous le drapeau du léninisme.

Le gérant : BELLANGER.

Imprimerie Française (Maison J. Dangon), 123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

LE LÉNINISME

Théorique et Pratique

par

I. STALINE

100 Pages : 2 fr. 25

Cette brochure constitue en quelque sorte le complément de l'A. B. C. du Communisme, de Boukharine. L'A. B. C. nous fait connaître les principes élémentaires du communisme, et le Léninisme théorique et pratique les développe.

On trouvera, dans la brochure de Staline, toutes les pensées essentielles de Lénine groupées autour de chacun des grands problèmes qui susciteront l'activité du Parti : son rôle historique, les formes de son organisation, sa stratégie et sa tactique ; l'impérialisme, la guerre, la dictature du prolétariat, la question nationale, la question paysanne.

En vente à la

LIBRAIRIE de l'HUMANITÉ

120, rue Lafayette - PARIS - X

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Un livre de 240 pages - L'exemplaire franco: 7 fr. 75

Ce livre contient tous les projets de programme soumis au 5^e Congrès et qui serviront, au 6^e, à l'élaboration du programme définitif.

Il est indispensable pour tous les militants, car il est à la fois un Manuel du Communisme pour ceux qui veulent étudier notre doctrine et un Manuel de tactique pour ceux qui sont appelés à l'appliquer dans nos Congrès et dans les luttes de chaque jour.

En vente à la Librairie de l'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette PARIS (X^e)

Sur la Route de l'Insurrection

par **N. LÉNINE**

194 pages. — L'exemplaire : 5 francs

Dans ce livre est réuni presque tout ce qui a été écrit par Lénine entre l'équipée de Kornilov et l'insurrection d'Octobre, en particulier tout ce qui touche à la question de l'insurrection.

Lénine y explique merveilleusement le sens de la collision armée imminente des forces sociales de la Russie révolutionnaire vers l'automne 1917 ; il y dévoile la trahison et la poltronnerie des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et flagelle impitoyablement les hésitations dans les propres rangs des bolcheviks.

Il y a d'immenses trésors dans ce livre ; il est indispensable qu'il devienne la propriété de chaque communiste.

En vente à la Librairie de l'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette PARIS (X^e)

Chèque postal 25-517. Téléphone : Nord 39-30.